

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2830

12 novembre 2013

SOMMAIRE

ActualSales Group S.A.	135797	Krops S.à r.l.	135821
Agotar Holding S.A.	135795	La Casa Grande SICAV SIF	135817
Arango Lux S.à r.l.	135797	Lanvi S.à.r.l.	135837
Cathians S.A.	135794	LAP SCI	135819
CEVA Freight Holdings Luxembourg S.à r.l.	135798	Lely Holding S.à r.l.	135837
CG Capital S.A.	135798	LFPE	135836
Farma Holding S.à r.l.	135797	Liberty X S.à r.l.	135818
First State European Diversified Infra- structure Feeder Fund II SCA, SICAV-SIF	135798	L&L - Trade	135837
GameStop Finance S.à r.l.	135795	Lotta Holding I S.à r.l.	135823
Intertex Recycling S.A.	135835	Lucos Company Services	135820
Intertex Recycling S.A.	135835	Lux Cantines s.à.r.l.	135832
Investissements Immobiliers du Luxem- bourg S.A.	135836	LVJ SCI	135836
IP S.à r.l.	135835	Lynceus Financial Consult S. à r. l.	135836
IT Advice S.à r.l.	135835	Malbrouck Immo S.A.	135835
ITX International S.A.	135820	Marriott International Holding Company B.V.	135821
Ixora Invest Sàrl	135819	MKS Luxembourg S.à r.l.	135840
Jamendo S.A.	135818	Muret S.A.	135840
James S.à r.l.	135818	Napier S.à r.l.	135840
Jardin de Portugal Sàrl	135818	Pa de Kaphoe	135838
JDS Consult s.à r.l.	135818	Pa de Kaphoe	135838
Jefferson Investments Limited	135817	Pa de Kaphoe	135838
J M H S.à r.l.	135819	Para Pharmacie de Walferdange sàrl ...	135838
J M H S.à r.l.	135819	Phone Regie Luxembourg	135839
Joker Participations S.à r.l.	135823	Plaza Atrium S.à r.l.	135840
Kallima S.A.	135832	Popso (Suisse) Investment Fund SICAV	135837
Kerlux S.à r.l.	135823	S.A. CBR Asset Management	135840
Kew S.à r.l.	135821	Tax S. Arts S.à r.l.	135839
Kinkade Real Estate	135837	TCEE Fund III, S.C.A., SICAR	135794
Klopi S.A.	135820	TIAA Lux 9 S.à r.l.	135839
Komadeux Investments S.A.	135820	TLcom II Holdings S.à r.l.	135794
Komadeux Investments S.A.	135820	Trucknology S.A.	135839
		Valhalla Real Estate Private Equity S.à r.l.	135839

TLcom II Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 143.485.

Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 17 mai 2013, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 17 juin 2013.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013138903/13.

(130168913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2013.

TCEE Fund III, S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 177.506.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 31 mai 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 5 juillet 2013.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013138902/14.

(130168954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2013.

Cathians S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 147.154.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Assemblée générale extraordinaire du 26 septembre 2013

Première résolution

Le rapport établi en date du 13 septembre 2013 par le liquidateur KONNICK INVEST SA. ayant son siège social 7a, rue des Glacis, L1628 Luxembourg est approuvé par l'assemblée.

CETTE RESOLUTION EST VOTEE A L'UNANIMITE

Seconde résolution

Le rapport établi en date du 13 septembre 2013 par le commissaire à la liquidation, SOCOGESCO INTERNATIONAL S.A., ayant son siège social à L-8041 Strassen, 80, rue des Romains est approuvé par l'assemblée.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTÉE A L'UNANIMITE

Troisième résolution

L'assemblée décide de donner décharge de toute responsabilité présente et future tant au liquidateur qu'au commissaire à la liquidation pour l'exercice de leurs mandats respectifs, et décharge est donnée aux membres du bureau.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTÉE A L'UNANIMITE

Quatrième résolution

Les livres et documents de la société resteront déposés pendant cinq ans à L-1628 Luxembourg, 7a, rue des Glacis.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTÉE A L'UNANIMITE

Pour la société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2013138992/27.

(130169952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Agotar Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 15.038.

Il résulte du procès-verbal d'une réunion du Conseil d'Administration de la société tenue en date du 3 octobre 2013 que M. Thierry TRIBOULOT, employé prive, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, a été nommé à la fonction d'administrateur en remplacement de M. Fernand HEIM, démissionnaire, avec effet immédiat. Son mandat expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2015.

Sa cooptation sera soumise pour ratification à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des actionnaires.

Pour extrait conforme
SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2013138929/14.

(130169809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

GameStop Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 142.917.

L'an deux mille treize, le dix-sept septembre.

Par-devant nous, Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch.

A COMPARU:

GameStop Corporation, une société régie par les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au P/a 625, Westport Parkway, Grapevine, Texas 76051, Etats-Unis d'Amérique, immatriculée au Secretary of State of Delaware, Divisions of Corporations, sous le numéro 3954875 (l'«Associée Unique»),

ici représentée par Madame Khadidjatou Amidou, juriste, résidant professionnellement à Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, paraphée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis du notaire soussigné qu'il prenne acte de ce qui suit:

(i) Qu'elle est l'associée unique de «GameStop Finance S.à r.l.», une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 102, rue des Maraîchers, L-2124 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B.142.917, constituée par acte notarié de Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, le 31 octobre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2840 daté du 26 novembre 2008, dont les statuts n'ont pas été modifiés à ce jour.

(ii) Que l'Associée Unique a adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

Il est décidé de transférer le siège social de la Société du 102, rue des Maraîchers, L-2124 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, à l'Atrium Business Park, 33 rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet au 30 août 2013.

Deuxième résolution

En conséquence il est décidé de modifier les deux premières phrases de l'article 4 des statuts de la Société, tant dans leur version anglaise que dans leur version française, pour leur donner la teneur suivante:

- Version en langue anglaise

" **Art. 4.** The Company has its registered office in the City of Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred within the municipality of the City of Bertange by decision of the board of managers.»

- Version en langue française

« **Art. 4.** Le siège social de la Société est établi dans la ville de Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg. Le siège social pourra être transféré dans la commune de la ville de Bertrange par décision du conseil de gérance.»

Troisième résolution

Il est décidé de modifier comme suit tant dans leur version anglaise que dans leur version française, la première phrase du deuxième paragraphe de l'article 12 relatif à la tenue des conseils de gérance:

- Version en langue anglaise

" **Art. 12.** At least one class A and one class B managers present in person or represented are a quorum."

- Version en langue française

« **Art. 12.** Les réunions du conseil de gérance se tiendront valablement si un gérant de classe A et un gérant de classe B sont présents ou représentés et forment le quorum de présence.»

Quatrième résolution

Il est décidé de modifier comme suit tant dans leur version anglaise que dans leur version française, les deux dernières phrases de l'article 13 relatif à la tenue des assemblées générales:

- Version en langue anglaise

" **Art. 13.** In such a case one general meeting shall be held at least annually in the municipality of the registered office on within six months of the closing of the last financial year. Other general meetings of shareholders shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg at any time specified in the notice of the meeting."

- Version en langue française

« **Art. 13.** Dans ce cas une assemblée générale annuelle est tenue dans la commune du siège social dans les six mois suivant la clôture du dernier exercice social. Toute autre assemblée générale des associés se tient dans le Grand-duché de Luxembourg à l'heure et au jour fixé dans la convocation à l'assemblée.»

Cinquième résolution

Il est décidé de modifier comme suit tant dans leur version anglaise que dans leur version française, la première phrase du premier paragraphe de l'article 14 relatif au lieu et à l'organisation des assemblées générales:

- Version en langue anglaise

" **Art. 14.** General meetings of shareholders are physically held in Bertrange, are convened by the board of managers, failing which by shareholders representing more than the half of the share capital of the Company. Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be made pursuant to the Law and shall be sent to each shareholder at least 8 (eight) days before the meeting, except for the annual general meeting for which the notice shall be sent at least 15 (fifteen) days prior to the date of the meeting."

- Version en langue française

« **Art. 14.** Les assemblées générales des associés, sont tenues physiquement à Bertrange, sont convoquées par le conseil de gérance, à défaut, par des associés représentant plus de la moitié du capital social. Une convocation écrite à une assemblée générale indiquant l'ordre du jour est faite conformément à la Loi et est adressée à chaque associé au moins 8 (huit) jours avant l'assemblée, sauf pour l'assemblée générale annuelle pour laquelle la convocation sera envoyée au moins 15 (quinze) jours avant la date de l'assemblée.»

Sixième résolution

Il est décidé de modifier comme suit tant dans leur version anglaise que dans leur version française, la première phrase du premier paragraphe de l'article 16 relatif à la tenue des réunions du conseil de gérance:

- Version en langue anglaise

" **Art. 16.** Each year, as of 1st of February, the board of managers, duly convened in Bertrange will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s), statutory auditor(s) (if any) and shareholder(s) toward the Company."

- Version en langue française

« **Art. 16.** Chaque année, à partir du 1^{er} février, le conseil de gérance, dûment convoqué à Bertrange, établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes avec une annexe contenant le résumé de tous

ses engagements, ainsi que les dettes du/des gérant(s), du/des commissaire(s) (s'il en existe) et du/des associé(s) envers la Société.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Mersch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connue du notaire par nom, prénom, qualité et demeure, cette dernière a signé avec Nous notaire, la présente minute.

Signé: K. AMIDOU, M. LECUIT

Enregistré à Mersch, le 18 septembre 2013. Relation: MER/2013/1928. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. MULLER.

POUR COPIE CONFORME.

Mersch, le 4 octobre 2013.

Référence de publication: 2013139056/94.

(130169956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Arango Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 179.852.

Il résulte des résolutions prises par le associé unique de la Société en date du 26 septembre 2013 que:

- Madame Ieva Zigmantaitė-van Hemert, née le 2 octobre 1978 à Joniškis (Lituanie) et ayant son adresse professionnelle au 124, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg démissionne de son poste de Gérant de catégorie B de la société avec effet au 26 septembre 2013;

- Monsieur Thierry Robert Octave Stas, né le 20 juin 1969 à Bruxelles (Belgique) et ayant son adresse professionnelle 124, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg est nommé en remplacement de Gérant de catégorie B de la société démissionnaire avec effet au 26 septembre 2013 et ce pour une durée indéterminée;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 3 octobre 2013.

Référence de publication: 2013138920/16.

(130169300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

ActualSales Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 150.355.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Stéphane Hépineuze

Mandataire

Référence de publication: 2013138918/12.

(130169306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Farma Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 646.900,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 122.131.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales en date du 2 octobre 2013 et effectif à la même date que l'associé unique de la société, Apax WW Nominees Ltd a transféré 1 part sociale qu'il détenait dans le capital social de la Société à Apax Europe VI Nominees Ltd., une limited liability company constituée et existante sous les lois de l'Angleterre et du Pays de Galles, ayant son siège social au 33, Jermyn Street, SW1Y 6DN Londres, Royaume Uni, enregistrée auprès du Companies House sous le numéro 07195726 (le «Transfert»).

A la suite de ce Transfert, le capital social de la Société est détenu comme suit:

Associé	Nombre de parts sociales détenues
Apax WW Nominees Ltd	25.875
Apax Europe VI Nominees Ltd.	1
Total	25.876

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2013139032/26.

(130169877) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

CEVA Freight Holdings Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1360 Senningerberg, Cargo Center East.

R.C.S. Luxembourg B 97.010.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Référence de publication: 2013138994/11.

(130169770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

CG Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 168.359.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013138995/10.

(130169581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

First State European Diversified Infrastructure Feeder Fund II SCA, SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 180.528.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the thirtieth of August.

Before Us, Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1. FIRST STATE EUROPEAN DIVERSIFIED INFRASTRUCTURE S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 134.314, having a share capital of thirty-five thousand Australian dollars (AUD 35,000.-), here represented by Ms. Nadia BONNET, Avocat à la Cour, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal;

2. CFPAL MALTA CO LIMITED, a company incorporated and organised under the laws of Malta, having its registered office at Level 3, Strand Towers, 36 The Strand, Sliema, SLM 1022, Malta, registered with the Companies Registry of Malta under number C 41267, here represented by Ms. Nadia Bonnet, Avocat à la Cour, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxies, initialed ne varietur by the proxy-holder of the appearing parties and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties have requested the notary to enact as follows the articles of association (herein after the Articles of Association) of an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) in the form of

a corporate partnership limited by shares ("société en commandite par actions") organised as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé) which they declare to form between themselves:

I. Definitions - Interpretation - Form - Name - Registered office - Duration - Purpose

Additional Shareholder	- a Shareholder newly admitted to the Fund or an existing Shareholder increasing its Commitment at a Subsequent Closing in relation to a Commitment Period;
Administrative Agent	- RBC Investor Services Bank S.A., a Luxembourg public limited company (société anonyme), having its registered office at 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 47.192 in its capacity as fund administrative agent, or any other Person appointed by the Managing General Partner from time to time as fund administrative agent;
Affiliate	- an entity or Person directly or indirectly controlling or controlled by or under common control with the relevant party. The term "control" (and any cognate expression) means, in respect of an entity, the right to: (a) exercise the majority of the voting rights of investors of that entity; or (b) appoint the majority of the members of the management company of the entity; or (c) determine the policy and strategy of that entity;
Articles of Association	- these articles of association of the Fund;
Base Currency	- the euro; the currency of the member states of the European Union that have adopted the single currency in accordance with the Treaty establishing the European Community (signed in Rome 1957) as amended by the Treaty on European Union (signed in Maastricht on 7 February 1992);
Business Day	- a day on which banks are open for business in Luxembourg other than a Saturday, Sunday or public holiday;
Capital Contribution	- the amount in euro payable by a Shareholder to the Fund in consideration for the issue of Shares as set out in a Drawdown Notice, which amount cannot be greater than that Shareholder's Undrawn Commitment;
Closing	- the time upon which the Managing General Partner (in its discretion) accepts applications to subscribe for Shares in accordance with these Articles of Association and includes the First Closing and each Subsequent Closing in relation to any Commitment Period;
Colonial First State Global Asset Management	- the global asset management division of the Commonwealth Bank of Australia Group. It operates through a number of different entities at different times, to suit the circumstances. Each of these entities is a member of the Commonwealth Bank of Australia group but no subsidiary has the benefit of a general guarantee from the Commonwealth Bank of Australia. In these Articles of Association references to Colonial First State Global Asset Management are references to that division as a whole and specific functions and activities are not attributed to any particular entity;
Commitment	- the maximum amount (denominated in euro) contributed or agreed to be contributed to the Fund by way of subscription for Shares by a Shareholder pursuant to that Shareholder's Subscription Agreement (including any additional Commitments made by that Shareholder at Subsequent Closings);
Commitment Period	- has the meaning ascribed to that term in Article 11.1 of these Articles of Association;
Credit Rating	- a credit rating, either public or private, issued by one or more of the ratings agencies operating under the name Standard & Poor's, Moody's or Fitch, or any other rating agency considered by the Managing General Partner to be widely accepted by the market;
CSSF	- the Commission de Surveillance du Secteur Financier, the Luxembourg supervisory authority for the financial sector or any successor authority from time to time;
Custodian	- RBC Investor Services Bank S.A., a Luxembourg public limited company (société anonyme), having its registered office at 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 47.192, in its capacity as custodian, or any other Person as may be appointed from time to time as custodian of the Fund in accordance with Article 26 of these Articles of Association;
Custodian Agreement	- the custodian agreement entered into by the Managing General Partner on behalf of the Fund and by the Custodian, dated on or about the date of these Articles of Association;
Defaulting Shareholder	- has the meaning ascribed to that term in Article 15 of these Articles of Association;
Distributions	- all distributions made to the Shareholders after satisfaction of all expenses and liabilities of the Fund in accordance with Article 33 of these Articles of Association;

Drawdown	- in respect of any Shareholder, the payment of a Capital Contribution pursuant to a Drawdown Notice as further described in Article 10.1 of these Articles of Association;
Drawdown Notice	- a notice issued by the Managing General Partner to each Shareholder requiring it to contribute a portion of its Commitment against the issue of Shares and specifying (in summary form) the proposed application of those contributions, as further described in Article 10.2 of these Articles of Association;
Effective Date	- each 31 March and 30 September;
EURIBOR	- (a) the rate per annum of the offered quotation for deposits in euro for a period of 3 months which appears on Reuters Pages 248-249 at or about 11:00 a.m. (Brussels time) on the day the rate is required to be determined; or (b) if the rate cannot be determined under (a), the arithmetic mean (rounded upwards, if necessary, to the nearest 5 decimal places) of the respective rates, as supplied to the Managing General Partner at its request, quoted by the Reference Banks to leading lenders for the offering of deposits in euro for a period of 3 months in the European interbank market at or about 11:00 a.m. (Brussels time) on the day the rate is to be determined, provided that, if any one of the Reference Banks fails to supply any such offered rate to the Managing General Partner by 1:00 p.m. (Brussels time) on the relevant date, EURIBOR for the period, if being determined pursuant to this paragraph, will be determined on the basis of the quotations of the remaining two or more Reference Banks; or (c) if the rate cannot be determined under either (a) or (b), the rate determined by the Managing General Partner as approximating that rate having regard to current indices then available, and for the purposes of this definition: (i) Reference Banks means the principal offices of each of BNP Paribas, Deutsche Bank and Société Générale or such other major banks as the Managing General Partner may nominate from time to time; and (ii) Reuters Pages 248-249 means the display designated as "Pages 248- 249" on the Reuters Monitor Service (or such other page as may replace Pages 248-249 on that service or any other service which may be nominated by the Banking Federation of the European Union as the information vendor for the purposes of displaying Banking Federation of the European Union Interest Settlement Rates for deposits in euro);
Final Closing	- the latest date in a relevant Commitment Period on which the Managing General Partner (in its discretion) accepts applications to subscribe for Shares in accordance with these Articles of Association, which date shall be determined by the Managing General Partner in its absolute discretion, provided that the Final Closing shall occur by the latest six months after the First Closing of the relative Commitment Period;
Financial Year	- each fiscal year of the Fund as described in Article 32 of these Articles of Association;
First Closing	- the earliest date in a relevant Commitment Period on which the Managing General Partner (in its discretion) accepts application to subscribe for Shares in accordance with these Articles of Association.
First Closing Date	- has the meaning ascribed to that term in Article 12.1 of these Articles of Association;
First Commitment Period	- has the meaning ascribed to that term in Article 12.1 of these Articles of Association;
First Contribution Date	- the first date on which the Registrar and Transfer Agent receives Capital Contributions from Persons who are not Affiliates of the Managing General Partner;
Fund	- First State European Diversified Infrastructure Feeder Fund II SCA, SICAVSIF, an investment company with variable company (société d'investissement à capital variable) in the form of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) organised as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé);
Fund Documents	- each of: (a) these Articles of Association; (b) the Private Placement Memorandum; (c) each Subscription Agreement; and (d) the Custodian Agreement;
General Meeting	- the general meeting of Shareholders (with the exclusion of any Defaulting Shareholder) convened in accordance with the provisions of these Articles of Association;
German Investment Fund	- a German investment vehicle which is subject to the provisions of the German Investment Funds Act (Investmentgesetz) provided that such investment vehicle has notified the Managing General Partner in writing that such investment vehicle is to be treated as a German Investment Fund.
Indemnified Person	- has the meaning ascribed to that term in Article 28.1 of these Articles of Association;

Investment	- directly the investment into the Master Fund and indirectly, the Fund's pro rata share in each of the investments comprising the diversified portfolio of infrastructure investments that the Master Fund may directly or indirectly own or hold from time to time;
Investment Fund Service Agreement	- the investment fund service agreement entered into by the Fund and by the Administrative Agent, dated on or about the date of these Articles of Association;
Issue Price	- the price at which Shares are to be issued as determined by the Managing General Partner on the basis of the most recent Share NAV available, adjusted as the case may require;
Key Man Event	- if, at any time within a 12 month period, any three or more members of Key Senior Management cease to be employed by an Affiliate of the management company of the Master Fund;
Key Senior Management	- a minimum of three and a maximum of eight individuals as appointed from time to time;
Luxembourg GAAP	- generally accepted accounting principles in Luxembourg;
Managing General Partner	- First State European Diversified Infrastructure S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 134.314 or any other Person subsequently appointed to act as managing general partner of the Fund in accordance with Article 18.1 of these Articles of Association;
Management Fee	- the management fee payable by the Fund to the Managing General Partner in accordance with Article 34 of these Articles of Association;
Management Share	- the unlimited management share subscribed by the Managing General Partner thus establishing the Fund;
Master Fund	- First State European Diversified Infrastructure Fund FCP-SIF, a mutual investment fund (fonds commun de placement) organised as a specialised investment fund under the SIF Law and managed by its management company First State Investments Fund Management S.à r.l.;
NAV	- the net asset value of the Fund from time to time, determined in accordance with Article 17 of these Articles of Association;
Person	- any corporation, company, trust, Fund, estate, unincorporated association or other legal entity, including an individual;
Private Placement Memorandum	- the issuing document in respect of the Fund issued on August 2013, as may be amended, supplemented or replaced from time to time;
Proceeds	- in relation to any asset, the proceeds of the disposal or refinancing of that asset net of all costs and expenses incurred in connection with the disposal or refinancing, or the process of disposal or refinancing, of that asset;
Proper Instructions	- signed written instructions delivered to the Administrative Agent, the Custodian or the Registrar and Transfer Agent by means of a letter or facsimile by the Managing General Partner or any Person duly authorised to give such instructions pursuant to the Investment Fund Service Agreement, the Custodian Agreement or the Registrar and Transfer Agent Agreement, respectively;
Proposal	has the meaning ascribed to that term in Article 25.2 of these Articles of Association;
Register	- the register established and maintained by the Registrar and Transfer Agent recording the ownership of the Shares from time to time;
Registrar and Transfer Agent	- RBC Investor Services Bank S.A., a Luxembourg public limited company (société anonyme), having its registered office at 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 47.192, in its capacity as registrar and transfer agent, or any other Person appointed by the Managing General Partner from time to time as registrar and transfer agent;
Registrar and Transfer Agent Agreement	- the registrar and transfer agent agreement entered into by the Managing General Partner on behalf of the Fund and by the Registrar and Transfer Agent, dated on or about the date of these Articles of Association;
Series	- a distinct series of Shares issued in respect of a specific Commitment Period, though the Shares of each Series will have the same characteristics as the Shares of each other Series, differing only in respect of their issue date, Issue Price and Commitment Period;
Service Providers	- the Custodian, the Administrative Agent, the Registrar and Transfer Agent and any other agents as may be appointed from time to time by the Managing General Partner;
Share	- a share without par value in the share capital of the Fund which may be issued pursuant to these Articles of Association at any time at the Issue Price;

Shareholder	- any Person registered on the Register from time to time as an owner of a Share issued by the Fund including, where the context requires, any Person who has made a Commitment which has been accepted by the Managing General Partner even if Shares have not yet been issued to that Person;
Shareholders' Representative Group	- the Shareholders' representative group established by the Managing General Partner in accordance with Article 25 of these Articles of Association;
Share NAV	- on any date, the NAV for each Share calculated by dividing the NAV as at that date by the number of Shares on issue on that date;
SIF Law	- the Luxembourg law dated February 13, 2007, relating to specialised investment funds, as amended;
Subscription Agreement	- each subscription agreement entered into by the Fund and a Shareholder and setting out: (a) the Commitment of that Shareholder; (b) the rights and obligations of that Shareholder in relation to its subscription for Shares; and (c) representations and warranties given by that Shareholder for the benefit of the Fund, or any such agreement which has been novated to a Shareholder as a consequence of the transfer of a Commitment as contemplated by Article 16 of these Articles of Association;
Subsequent Closing	- has the meaning ascribed to that term in article 11.2 of these Articles of Association.;
Subsequent Commitment	- has the meaning ascribed to that term in Article 13.1 of these Articles of Association;
Termination Date	- is the date which coincides with the Termination Date as defined in the management regulations of the Master Fund
Transfer	- has the meaning ascribed to that term in Article 16.1 of these Articles of Association;
Transferee	- has the meaning ascribed to that term in Article 16.1 of these Articles of Association;
Transferor	- has the meaning ascribed to that term in Article 16.1 of these Articles of Association;
Undrawn Commitment	- in respect of a Shareholder on any date, its Commitment less the aggregate Capital Contributions made by that Shareholder to the Fund (other than any of those Capital Contributions which have been returned to that Shareholder pursuant to these Articles of Association), as at that date;
Valuation Date	- 31 December, 31 March, 30 June and 30 September each year and any other date as the Managing General Partner may in its sole discretion determine for the purposes of calculating the NAV;
VAG	- the German Insurance Supervision Act (Versicherungsaufsichtsgesetz);
VAG Shareholder	- a German shareholder directly or indirectly subject to the VAG;
Value of the Fund	- NAV plus Undrawn Commitments; and
Well Informed Investor	- a Person who is a "well-informed investor" within the meaning given in article 2 of the SIF Law, and being an institutional investor, a professional investor or any other investor who: (a) has confirmed in writing that he adheres to the status of "well-informed investor"; and (b) (i) invests a minimum of €125,000 in the Fund; or (ii) has obtained an assessment made by: (A) a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC; (B) an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC; or (C) a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC, certifying his expertise, his experience and his knowledge in adequately appraising in investment in the Fund.

Interpretation

Headings are for convenience only and do not affect interpretation. The following rules apply unless the context requires otherwise.

- (a) The singular includes the plural and conversely.
- (b) A gender includes all genders.
- (c) If a word or phrase is defined, its other grammatical forms have a corresponding meaning.
- (d) A reference to a person, corporation, trust, partnership, unincorporated body or other entity includes any of them.
- (e) A reference to an Article is a reference to a provision of these Articles of Association.
- (f) A reference to an agreement or document (including, without limitation, a reference to these Articles of Association) is to the agreement or document as amended, varied, supplemented, novated or replaced, except to the extent prohibited by these Articles of Association or that other agreement or document.

(g) A reference to a party to these Articles of Association or another agreement or document includes the party's successors, permitted substitutes and permitted assigns (and, where applicable, the party's legal personal representatives).

(h) A reference to an agreement includes any undertaking, deed, agreement and legally enforceable arrangement, whether or not in writing, and a reference to a document includes an agreement (as so defined) in writing and any certificate, notice, instrument and document of any kind.

(i) A reference to legislation or to a provision of legislation includes a modification or re-enactment of it, a legislative provision substituted for it and a regulation or statutory instrument issued under it.

(j) A reference to a statutory definition includes the definition as amended or replaced from time to time.

(k) A reference to conduct includes, without limitation, an omission, statement and undertaking, whether or not in writing.

(l) A reference to the Custodian or the Managing General Partner includes a reference to their respective officers, employees and agents or any of them.

(m) A reference to € or euro is to euro.

(n) A reference to euro as functional currency of the Fund will be deemed to refer to any other Base Currency if another currency has been adopted as the Base Currency of the Fund.

(o) A reference to the Managing General Partner being the registered owner, holder or transferee of any asset or as being the party to whom or by whom any payments (including but not being limited to payments of taxes) are to be made, is, where appropriate, a reference to any agent or delegate of the Managing General Partner.

(p) A reference to a quarter is a reference to a calendar quarter commencing on 1 January, 1 April, 1 July or 1 October and ending on the next following 31 March, 30 June, 30 September or 31 December, respectively.

Art. 1. Form and Name. There exists among the subscribers and all those who may become owners of Shares hereafter issued, an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) in the form of a corporate partnership limited by shares ("société en commandite par actions") organised as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé) under the name of "First State European Diversified Infrastructure Feeder Fund II SCA, SICAV-SIF", the Fund, which is governed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, by the SIF Law, as well as by these Articles of Association.

Art. 2. Registered Office.

2.1. The registered office of the Fund is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the Managing General Partner. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad (but in no event in the United States of America, its territories or possessions) by decision of the Managing General Partner.

2.2 In the event that the Managing General Partner determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Fund at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of those abnormal circumstances; such provisional measures will have no effect on the nationality of the Fund which, notwithstanding such temporary transfer, will remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration.

3.1 The Fund will be liquidated on the Termination Date or as soon as practicable after the Termination Date when the Managing General Partner has received Proceeds from the dissolution of the Master Fund.

3.2. The Fund may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting, adopted in the manner required for the amendment of these Articles of Association.

Art. 4. Purpose.

4.1. The exclusive purpose of the Fund is to invest the funds available to it in the Master Fund, with the purpose of benefiting from the Master Fund's diversified investment policy and objectives in order to afford its Shareholders with the benefit of the management of the assets of the Master Fund.

4.2. The Fund may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfillment and development of its purpose to the largest extent permitted under the SIF Law or any legislative replacements or amendments thereof.

II. Capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share Capital and Series.

5.1 The capital of the Fund will at any time be equal to its total net assets as defined in Article 17 hereof and will be represented by fully paid-up Shares of no par value.

5.2. The initial capital of the Fund is thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) divided into the following classes of Shares:

(i) one (1) Management Share; and

(ii) thirty thousand nine hundred and ninety-nine (30,999) Shares.

The initial Shares (other than the Management Share) will be redeemed at their Issue Price and cancelled upon the First Contribution Date of the Fund.

5.3. The minimum capital of the Fund will be one million two hundred and fifty thousand euro (EUR 1,250,000.-). The Fund must establish this level of minimum capital within twelve months after the date on which the Fund has been registered as a specialised investment fund on the official list of specialised investment funds in accordance with the provisions of the SIF Law.

5.4. The Managing General Partner is authorised without any limitation to issue an unlimited number of additional fully paid up Shares at any time in accordance with Article 8 hereof at the Issue Price determined by the Managing General Partner.

5.5. Unless otherwise provided for in these Articles of Association, Shares have no preferential or pre-emption rights and are subject to any transfer restrictions as provided for in Article 16 of these Articles of Association.

5.6. The Managing General Partner may in its absolute discretion impose restrictions on the frequency at which Shares may be issued. The Fund will offer different Series of Shares which carry the same rights and obligations. Each Series corresponds to a specific Commitment Period.

Art. 6. Eligible Shareholders.

6.1. The Shares of the Fund are restricted to Persons who are Well-Informed Investors, who are able to adequately assess the risk associated with their investment and who confirm in writing, or whose nominees certify in writing on their behalf, that they adhere to the status of Well-Informed Investor. The conditions pertaining to the Well-Informed Investor status are not applicable to the Managing General Partner and other Persons who are involved in the management of the Fund.

6.2. If any Shareholder is an insurance undertaking, that undertaking must subscribe for Shares in its own name and remain the sole legal owner of the Shares, without any possibility of transfer to its policy holders.

Art. 7. Form of Shares.

7.1. Shares will be issued in registered form only and fully paid-up. No fractions of Shares will be issued. Each Shareholder may only subscribe for a certain number of Shares to be determined by the Managing General Partner in its absolute discretion.

7.2. All issued registered Shares of the Fund will be registered in the Register, which will be kept by the Fund or by one or more persons designated thereto by the Fund, and such Register will contain the name of each legal owner, his residence or elected domicile as indicated to the Fund and the number of Shares held by him.

7.3. All Shareholders must provide the Managing General Partner with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the Register.

7.4. In the event that a Shareholder does not provide an address, the Fund may permit a notice to this effect to be entered into the Register and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Fund, or at such other address as may be so entered into by the Fund from time to time, until another address is provided to the Fund by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered into the Register by means of a written notification to the Managing General Partner or the Fund at its registered office, or at such other address as may be set by the Fund from time to time.

7.5. The Fund recognises only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Shares is disputed, all Persons claiming a right to such Shares have to appoint one single attorney to represent such Shares with respect to the Fund. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Shares.

7.6. Share certificates or confirmations of ownership will be jointly signed by the Managing General Partner and the Custodian. Share certificates or confirmations of ownership will be delivered by the Managing General Partner upon special request from the relevant Shareholder provided that payment therefore has been received by the Custodian from that Shareholder.

Art. 8. Subscription and Ownership of Shares.

8.1. Well-Informed Investors wishing to subscribe for Shares in the Fund must execute a Subscription Agreement which, upon acceptance, will be signed by the Managing General Partner.

8.2. The minimum Commitment for any Commitment Period will be €5,000,000. The Managing General Partner may accept Commitments of lesser amounts at its discretion, but has no discretion to accept a Commitment of less than €200,000.

8.3. Capital Contributions must be made in cash.

8.4. The Managing General Partner in its absolute discretion has the right to accept or reject any application to subscribe for Shares and may further restrict or prevent the ownership of Shares by specific categories of Persons. The Managing General Partner may require any subscriber to provide it with any information that it may consider necessary for the purpose of deciding whether or not such Person is eligible to subscribe for Shares.

8.5. On the basis of the information received by, and with the assistance of, the Managing General Partner, the Registrar and Transfer Agent must be able to verify that prospective Shareholders in the Fund comply with the status of Well-Informed Investor.

8.6. Shares of the Fund will be issued in connection with each Capital Contribution by a Shareholder upon receipt of the amount specified in the Drawdown Notice

8.7. The Managing General Partner may temporarily suspend the subscription of its Shares upon the occurrence of any of the events set out under Article 17.3 of these Articles of Association.

Art. 9. Issue Price per Share.

9.1. The Issue Price per Share will be determined by the Managing General Partner on the basis of the most recent calculation of Share NAV available.

9.2. The Issue Price per Share at the First Closing Date will be € 1 and will apply until the availability of the first NAV.

Art. 10. Capital calls.

10.1. During any Commitment Period, Commitments will be drawn down by the Managing General Partner on an as-needed basis on no less than 10 Business Days' prior written notice. Calls must be made on all Shareholders having made Commitments during the relevant Commitment Period on an equal basis proportional to the Commitment of each Shareholder and at the same time.

10.2. The Drawdown Notice must specify:

- (i) the amount of Undrawn Commitment being drawn down;
- (ii) the Series and number of Shares which will be issued upon payment of the relevant Capital Contribution;
- (iii) the Issue Price;
- (iv) the date on which the amount drawn down must be paid; and
- (v) the purpose for which the call is being made.

10.3. When a Commitment is drawn down by the Managing General Partner, the Shareholder must pay to the Registrar and Transfer Agent the amount in euro drawn down at the time specified in the Drawdown Notice. Upon and in consideration of the amount received by the Registrar and Transfer Agent from the Shareholder, the number of Shares of the relevant Series owned by that Shareholder will be increased commensurately.

Art. 11. Commitment Periods and Closings.

11.1. A Commitment Period is a period, commencing on the Final Closing of the relative Series and ending on the third anniversary of that date, during which the Managing General Partner may, by Drawdown Notice issued to a Shareholder, draw down the whole or any part of the amount committed by that Shareholder in relation to that period.

The Commitment Period in relation to a Series may be extended by one or both of two consecutive one year extensions which may be made by the Managing General Partner with the approval of each relative Shareholder (unless a subsequent Series has been launched). The Undrawn Commitment of any Shareholder who does not agree to an extension of the Commitment Period will be cancelled as from the third anniversary of the Final Closing of that Series.

There will be a series of successive Commitment Periods over time (any number of which may be running contemporaneously), enabling the Fund to extend its Investment base and receive confirmation from Shareholders of continuing or extended Commitments as well as potentially permitting new Shareholders to participate in the Fund. Where the Managing General Partner plans to seek material additional Commitments, an opportunity to give Commitments:

- a) in relation to a subsequent Commitment Period will be given to Shareholders already owning Shares of a Series referable to a previous Commitment Period; and
- b) in relation to the same Commitment Period where no Drawdown Notice has been issued in relation to that Series nor Capital Contribution accepted in relation to that Series, may be given to Shareholders already committed to subscribe for Shares of the Series referable to that Commitment Period.

11.2. Each Commitment Period will have one or more Closings and will relate to a distinct Series of Shares. The First Closing for each Commitment Period will be the last Business Day of the calendar month during which the minimum level of Commitments (as determined by the Managing General Partner and notified to Shareholders) has been received in relation to that Commitment Period (if relevant), on a specified date, or at any other time as the Managing General Partner may determine in its absolute discretion. At the discretion of the Managing General Partner subsequent Closings may be permitted in relation to a Commitment Period (each a Subsequent Closing) within six months after the First Closing of the relative Commitment Period. No Subsequent Closing will be permitted in relation to a Commitment Period once the Managing General Partner has issued a Drawdown Notice in relation to that Series or accepted a Capital Contribution in relation to that Series.

On a Subsequent Closing, applications for Shares from Additional Shareholders may be accepted.

Art. 12. First Closing Date and First Commitment Period.

12.1. The First Closing Date of the Fund will be the date on which Commitments from Persons who are not Affiliates of the Managing General Partner are accepted by the Managing General Partner.

12.2. The First Commitment Period commences on the First Closing Date and ends on the third anniversary of that date (unless extended pursuant to Article 11.1 of these Articles of Association).

Art. 13. Subsequent Commitments.

13.1 The Managing General Partner may, from time to time after the First Closing Date, invite Shareholders and/or new potential Shareholders to give:

(a) Commitments in relation to a new Commitment Period; or

(b) if it is less than six months after the First Closing of the relative Series, there has been no Drawdown Notice issued in relation to that Series and there has been no Capital Contribution accepted in relation to that Series, further Commitments in relation to the same Commitment Period,

(each a Subsequent Commitment). Such Subsequent Commitments will be undertaken in accordance with the general terms set out in the Fund Documents and any specific terms notified to Shareholders at the relevant time by the Managing General Partner.

13.2 An opportunity to give Subsequent Commitments in relation to a Commitment Period will be given to Shareholders already owning Shares of a Series referable to a preceding Commitment Period.

13.3 Any Commitments may be offered to new potential Shareholders at the Managing General Partner's discretion.

Art. 14. Additional Shareholders.

a) Each Additional Shareholder will be treated as if it had been admitted, or as if the increase was included in its respective Commitment, at the First Closing of the relevant Commitment Period.

b) As from the time of its issue, each Share and its owner will be treated equally with each other Share and its respective owner on the terms and conditions of these Articles of Association.

Art. 15. Defaulting Shareholders.

15.1. If a Shareholder fails to pay any part of its Commitment when due and payable that Shareholder is a defaulting Shareholder (Defaulting Shareholder) and will:

(a) pay to the Fund interest on the amount outstanding at an annual rate equal to EURIBOR plus 5%, capitalised monthly from the first day when that amount became due and payable until the date of actual payment;

(b) indemnify the Fund against any damages, fees and expenses incurred as a result of or in connection with the default;

(c) for as long as it fails to remedy the default, cease to have any voice and voting rights in any General Meeting (and, if applicable, on the Shareholders' Representative Group) and all acts, consents and decisions with respect to the Fund will be made by the other Shareholders or, as the case may be, the Managing General Partner, without requiring the participation of the Defaulting Shareholder;

(d) for as long as it fails to remedy the default, the Defaulting Shareholder will cooperate with and consent to a decision of the Managing General Partner, at the sole discretion of the Managing General Partner, to freeze the Defaulting Shareholder's Shares, which means that it will not be entitled to receive any Distributions otherwise payable to the Defaulting Shareholder (and the amount withheld may be set-off against the amount due by the Defaulting Shareholder at the discretion of the Managing General Partner); and

(e) if the default is not cured within 30 days of the date on which the relevant amount became due and payable, have its Shares of any Series repurchased at a discount to NAV at any time. The decision to repurchase and the determination of each of the number of Shares, the Series of Shares (and whether one or more Series), the discount and the time at which repurchase is to occur, will be made by the Managing General Partner in its absolute discretion).

15.2. Notwithstanding the discretions described in the preceding paragraph, in circumstances where a Shareholder no longer complies with the status of Well-Informed Investor as per Article 6 and is, for that reason, in breach of its representations and warranties in its Subscription Agreement, the Managing General Partner must repurchase all the Shares of that Shareholder and only retains a discretion in relation to the applicable discount and the time of repurchase, but the time of repurchase should be as soon as practicable.

15.3 Nothing in these Articles of Association will affect any of the obligations of a Defaulting Shareholder under or in relation to its Shares or the Fund Documents. The Defaulting Shareholder remains fully liable for the fulfilment of its payment obligations under the Fund Documents and in relation to its Commitment notwithstanding any other rights and remedies the Managing General Partner may have pursuant to applicable law including any recourse that the Managing General Partner may adopt in order to recover the unpaid amounts.

15.4 Each Shareholder will make certain representations and give certain warranties and undertakings as set out in the relevant Subscription Agreement. Those representations, warranties and undertakings are deemed to be repeated and reaffirmed by the Shareholder as of each date that it is required to make a Capital Contribution to the Fund pursuant to the Fund Documents. If, at any time during the term of the Fund, any of those representations, warranties or undertakings ceases to be true or is breached, the Shareholder must promptly notify the Managing General Partner in writing of that fact.

15.5 If a Shareholder fails to comply with any anti-money laundering requirement or any representation, warranty or undertaking mentioned above ceases to be true or is breached, the Shareholder may be declared a Defaulting Shareholder

at the Managing General Partner's discretion and the sanctions applicable to Defaulting Shareholders failing to comply with drawdowns will apply mutatis mutandis except for the payment of interest as contemplated under Article 15.1(a) of these Articles of Association.

Art. 16. Transfer.

16.1. Subject to Article 16.3, no Shareholder (a Transferor) may sell, donate, exchange, assign, transfer, pledge (other than in connection with a borrowing for the Fund), hypothecate or otherwise transfer, to or in favour of any party (a Transferee), all or some of the Transferor's Shares or Commitment (each a Transfer) without the prior written approval of the Managing General Partner which may be withheld in the Managing General Partner's absolute discretion. Notwithstanding the previous sentence, the Transfer to a Transferee which is an Affiliate of the Transferor will not require the prior approval of the Managing General Partner if:

(a) the Credit Rating of the Transferee is equal to or better than the Credit Rating of the Transferor at the time the Transferor acquired the Shares; or

(b) the Transferor guarantees for the benefit of the Fund all payment obligations of the Transferee in relation to the Shares or Commitment.

16.2. The Managing General Partner will withhold its consent to a Transfer in the following circumstances:

(a) the Transfer is considered by the Managing General Partner not to be in the best interests of the Fund or the Shareholders as a whole;

(b) the Transferee does not qualify as a -Well-Informed Investor; or

(c) the Transferee is unable to satisfy the Managing General Partner of its ability to meet any Undrawn Commitment.

Nothing in this Article limits the circumstances in which the Managing General Partner may withhold its consent to a transfer.

16.3. No approval of the Managing General Partner pursuant to Article 16.1 is required for a Transfer by a Shareholder which is:

(a) a VAG Shareholder; or

(b) a German Investment Fund.

A Transfer by a VAG Shareholder or a German Investment Fund, as the case may be, will be valid upon the agreement between the VAG Shareholder or the German Investment Fund, as the case may be, and the Transferee provided that the Transferee is a Well-Informed Investor and provided further that the Transferee meets the criteria set out in Article 16.1(a). The Managing General Partner's right to take the statutory remedies in the event any such Transfer violates mandatory statutory provisions or constitutes good cause because of substantially detrimental consequences for the Fund will remain unaffected. In these instances, the Transfer will remain valid until the objections against the validity of the Transfer are established in a non-appealable court decision or are accepted by the transferring VAG Shareholder or the German Investment Fund, as the case may be. Unless otherwise agreed between the transferring VAG Shareholder or the German Investment Fund, as the case may be, and the Transferee, the obligation to pay the Undrawn Commitment of the transferring VAG Shareholder or the German Investment Fund, as the case may be, will be assumed by the Transferee and the VAG Shareholder's or the German Investment Fund's, as the case may be, liability will cease to exist.

If any Shares or a Commitment are kept as part of the restricted assets (Sicherungsvermögen) of a VAG Shareholder, any transfer of Shares requires the prior written consent of nominee appointed pursuant to the VAG for the restricted assets of the VAG Shareholder, or his deputy.

16.4. Upon any valid Transfer, the Transferee will have all the rights and be subject to all the obligations of the Transferor, including, but not limited to, payment of the Undrawn Commitments existing or arising on or after the date of transfer as if such a Transferee had been originally admitted to the Fund instead of the Transferor, effective as of the date of the relevant Transfer. In the event of a Transfer of part only of a Shareholder's Commitment, the provisions of the immediately preceding sentence will, mutatis mutandis, be applicable on a pro rata basis. No Shareholder may grant limited rights over its Shares or the right to receive Distributions and no Shareholder may dispose of, or grant a limited right over, any other right it may have against the Fund.

16.5. Any Transfer may only be effected once the Transferee, to the satisfaction of the Managing General Partner, has agreed to be bound by the terms of these Articles of Association and assumes all rights and obligations of the Transferor hereunder by signing a duly completed Subscription Agreement or a novation of an existing Subscription Agreement, as the case may be.

16.6. Subject to the provisions of these Articles of Association regarding VAG Shareholders and German Investment Funds, without affecting the absolute discretion of the Managing General Partner in relation to the approval of Transfers (however not including in the case of Transfer by VAG Shareholders and German Investment Funds) or any other provision in these Articles of Association, the Managing General Partner intends, without accepting any obligation to do so, to facilitate the Transfer of Shares between Shareholders if requested by a Shareholder.

16.7. Subject to the provisions of these Articles of Association regarding VAG Shareholders and German Investment Funds, the Fund may restrict or prevent the ownership of Shares in the Fund by any Person, namely any Person in breach of any law or requirement of any country or governmental authority and any Person which is not qualified to hold such

Shares by virtue of such law or requirement (including without limitation any Person which does not qualify as a Well-Informed Investor within the meaning of article 2 of the SIF Law) or if in the opinion of the Fund such holding may be detrimental to the Fund or the majority of its Shareholders, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Fund may become exposed to disadvantages (including without limitation tax or financial disadvantages) that it would have otherwise occurred or subject to laws (including without limitation tax laws) other than those of the Grand Duchy of Luxembourg.

III. The net asset value determination

Art. 17. Valuation Policy and Calculation of the NAV.

17.1. (a) Frequency and timing: The Managing General Partner adopts a policy of valuing the Investment of the Fund at least once each Financial Year and at any other time required by the Managing General Partner. The valuation of the Investment will be reviewed by an independent expert on an annual basis.

(b) Reliance on valuation of Master Fund: The Managing General Partner will rely on the valuation methodologies of the Master Fund. The Administrative Agent may rely upon any valuation made by or in respect of the Master Fund without any duty of further inquiry (except in relation to obvious errors).

(c) Valuation principles: The assets and liabilities of the Fund will be valued in accordance with applicable Luxembourg GAAP, resulting, in the opinion of the Managing General Partner, in a NAV, which reflects the fair value of the underlying assets and liabilities of the Fund.

Information or knowledge of events received after the publication of the NAV will only be taken into account on a prospective basis in subsequent NAV calculations and may form a reconciling item with the annual audited financial statements of the Fund.

The following valuation principles will be applied directly at the level of the Master Fund to any valuation of investments and so will indirectly apply at the level of the Fund:

(i) unlisted investments will be valued on a fair value basis using an appropriate recognised valuation standard as approved by the management company of the Master Fund, subject to the discretion of the management company of the Master Fund to make adjustments in good faith to account for factors such as any significant change in the circumstances of a particular investment; and

(ii) listed investments will be valued at the average mid-market closing price calculated over the period of 10 working days in the relevant market immediately preceding the valuation, making any adjustments the management company of the Master Fund considers appropriate having regard to the dividend cycle and other extraordinary and exceptional corporate events.

17.2. (a) The NAV of the Fund will be determined as often as the Managing General Partner may think useful, but in no event less than as at the end of each quarter, by the Administrative Agent under the supervision of the Managing General Partner in accordance with these Articles of Association. For information purposes and if requested, the NAV of the Fund may be updated as may be required under the German Investment Funds Act (Investmentgesetz) and as may be determined by the Managing General Partner, by adding the cost of a new investment made and still held and deducting the most recent net asset value of the investment realized or written off.

(b) The NAV will be expressed in the Base Currency and will be determined (on the basis of the valuation of the Investment of the Fund as provided to the Administrative Agent by the Managing General Partner as at each Valuation Date) by aggregating the value of all assets of the Fund and deducting all liabilities of the Fund, as adjusted for items that do not contribute to fair value (such as derivative accounting, post balance sheet events and deferred amounts that will not materialise) as well as any other adjustments necessary to determine NAV in accordance with Luxembourg GAAP. The Administrative Agent may rely upon any valuation made pursuant to Article 17.1 without any duty of further inquiry (except in relation to obvious errors).

(c) For the purposes of the calculation of the NAV, the assets of the Fund are deemed to include:

(i) all cash in hand or on deposit, which may be held on an accessory and temporary basis, including any interest accrued thereon;

(ii) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered), which may be held on an accessory and temporary basis;

(iii) all bonds, time notes, shares, stocks, debenture stocks, subscription rights, warrants, and other investments and securities, if any owned or contracted for by the Fund;

(iv) all stocks, stock dividends, cash dividends, cash distributions receivable by the Fund to the extent information thereon is reasonably available to the Fund;

(v) all interest accrued on any interest bearing securities owned by the Fund, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;

(vi) the primary expenses of the Fund insofar as the same have not been fully amortised; and

(vii) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

(d) For the purposes of the calculation of the NAV, the liabilities of the Fund are deemed to include:

(i) all loans, Shareholder loans, bills and accounts payable;

(ii) all accrued or payable administrative expenses, including but not limited to management, advisory and custodian fees;

(iii) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property;

(iv) an appropriate provision for income and deferred taxes based on capital and income to the valuation day, as determined from time to time by the Managing General Partner, and other reserves, if any, authorised and approved by the Managing General Partner;

(v) the establishment costs, up to an amount of €200.000, which will be amortised over a 5 year period; and

(vi) all other liabilities of the Fund of whatsoever kind and nature except liabilities represented by Shares in the Fund.

In determining the amount of the liabilities of the Fund, the Managing General Partner must take into account all expenses payable by the Fund, which will comprise formation expenses, fees payable to the Managing General Partner, its accountants, the Administrative Agent, the Registrar and Transfer Agent and any other agent employed by the Fund, fees for legal and auditing services, promotion, printing reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of the Fund Documents, explanatory memoranda or registration statements, annual reports, taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and facsimiles. The Managing General Partner may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated basis for yearly or other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

(e) For the purposes of the calculation of the NAV:

(i) Shares in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received are deemed to be existing;

(ii) Undrawn Commitments are not taken into consideration;

(iii) all investments, cash balances and other assets of the Fund not expressed in the Base Currency, will be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the NAV; and

(iv) effect must be given as at any Valuation Date to any purchases or sales of securities contracted for by the Fund on that Valuation Day, to the extent practicable.

(f) The NAV will be made available by the Administrative Agent at the request of each Shareholder.

17.3. (a) In the event that extraordinary circumstances exist which render a valuation pursuant to Article 17.1 impracticable or inadequate, the Managing General Partner is authorised, prudently and in good faith, to follow other rules in order to achieve a fair valuation of the assets. The Managing General Partner will not be liable for any loss suffered by the Fund or any Shareholder or any other Person by reason of any error in the calculation resulting from any inaccuracy in information received from the Master Fund and/or any Independent Valuer appointed by the Master Fund in each case based on generally accepted practices for valuing infrastructure assets (where applicable).

(b) The Managing General Partner may temporarily suspend the calculation of the NAV during:

(i) any period when, in the reasonable opinion of the Managing General Partner, a fair valuation of the assets of the Fund or of the Master Fund is not practicable for reasons beyond the control of the Managing General Partner; or

(ii) any period when any of the principal stock exchanges on which a substantial proportion of the investments of the Master Fund are quoted is closed (otherwise than for ordinary holidays) or during which dealings thereon are restricted or suspended; or

(iii) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which valuation of assets owned by the Fund or the Master Fund would be impractical; or

(iv) any breakdown in, or restriction in the use of, the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the Investments or the currency price or values on any relevant stock exchange.

(c) The board of directors of the Managing General Partner will meet at least every 6 months to review the appropriateness of the valuation applied at the level of the Master Fund and will confirm them at such meetings. Resolutions passed at such meetings will be minuted.

(d) In the event the Managing General Partner receives a copy of a valuation report from the management company of the Master Fund the Managing General Partner will offer to distribute that valuation to any Shareholder from whom the Managing General Partner has received a written request for such valuation report and an executed hold harmless letter in the form required by the relative valuer in relation to that valuation report. If any Shareholder receives a valuation report even though it has not requested it or has not executed and provided a hold harmless letter in the form required and in relation to that valuation report, that Shareholder acknowledges and agrees that it has received the valuation report in error and has no right to rely on that valuation report nor to make any claim against the relative valuer or its Affiliates, employees, agents or contractors.

17.4 The NAV will be made available at the registered office of the Fund as well as at the offices of the Custodian and the Registrar and Transfer Agent.

IV. Administration and Supervision

Art. 18. Powers of the Managing General Partner.

18.1. The Fund is managed by the Managing General Partner, who will always be an unlimited shareholder of the Fund (associé gérant commandité) and who will be personally, jointly and severally liable with the Fund for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Fund. The Shareholders will refrain from acting in a manner or capacity other than by exercising their rights as Shareholders in General Meetings or as a member of the Shareholders' Representative Group.

18.2. The Managing General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of acquisition, disposition and administration within the Fund's purpose, as set out in Article 4 of these Articles of Association.

18.3. Vis-à-vis third parties, the Fund is validly bound by the sole signature of the Managing General Partner acting through one or more authorised signatories or by the individual or joint signatures of any other persons to whom authority has been delegated by the Managing General Partner as the Managing General Partner may determine in its absolute discretion.

18.4. All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Association to the General Meeting are in the competence of the Managing General Partner. The Managing General Partner holds a veto right against all decisions of the General Meeting which affect the rights of the Fund towards third parties and which amend the Articles of Association.

Art. 19. Delegation.

19.1. The Managing General Partner may delegate any authority, power or discretion exercisable by it (including one that it may have a duty to exercise or perform and the power of delegation) to any Person (including an Affiliate) in the manner and on terms that the Managing General Partner considers appropriate.

19.2. The Managing General Partner may thus appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that it considers necessary for the operation and management of the Fund. Such appointments may be cancelled at any time by the Managing General Partner. The Managing General Partner may furthermore appoint other agents, who need not to be members of the Managing General Partner and who will have the powers determined by the Managing General Partner.

The Managing General Partner may create from time to time one or several committees composed of Managing General Partner members and/or external persons and to which it may delegate powers and roles as appropriate.

19.3. The Managing General Partner may obtain investment information, advice and other services, remuneration for which will be at the Fund's cost to the extent provided under these Articles of Association.

Art. 20. Resignation of the Managing General Partner. The Managing General Partner may resign as manager of the Fund only if it has arranged for its succession by nominating a successor and procuring the approval of that successor at a General Meeting by the affirmative vote of Shareholders representing more than 50% of the Shares held by Shareholders entitled to vote and subject to the approval of such successor by the CSSF (if required).

Art. 21. Removal of the Managing General Partner. The Managing General Partner may be removed at a General Meeting by:

(a) the affirmative vote of Shareholders representing more than 66% of the Shares held by Shareholders entitled to vote. Such a resolution to remove the Managing General Partner may only be adopted in the case of:

(i) fraud, gross negligence, bad faith, willful misconduct or reckless disregard by the Managing General Partner in respect of its obligations in relation to the Fund, in each case as determined by a court of competent jurisdiction, or

(ii) the Managing General Partner having been declared bankrupt, granted suspension of payments or being dissolved; or

(b) the affirmative vote of Shareholders representing more than 80% of the Shares held by Shareholders entitled to vote. Such a resolution to remove the Managing General Partner may only be adopted after the fifth anniversary of the First Closing Date.

Upon removal of the Managing General Partner, the General Meeting will appoint a successor managing general partner by the affirmative vote of Shareholders representing more than 50% of the Shares held by Shareholders entitled to vote.

Any such removal will be effective upon execution of an agreement satisfactory to the legal counsel of the Fund, under which the replacement managing general partner assumes the rights and undertakes the obligations of the Managing General Partner to the Fund under these Articles of Association with effect from its appointment and under which the name of the Fund must be changed if so requested by the Managing General Partner.

Art. 22. Further consequences of resignation or removal of the Managing General Partner. Upon the resignation or removal of the Managing General Partner becoming effective pursuant to Article 20 or 21 any rights and obligations of the Managing General Partner will immediately cease to exist, it being understood that:

(a) the Managing General Partner will remain entitled to its fees and reimbursements under these Articles of Association regarding the period of time up until the date on which the resignation or removal becomes effective;

(b) the outgoing Managing General Partner will remain entitled to indemnification, in its capacity as Managing General Partner, from the Fund pursuant to the provisions of these Articles of Association, with respect to any matter arising

prior to its resignation or removal and has no liability to the Fund as a managing general partner in respect of any matter arising after it ceases to be the Managing General Partner; and

(c) where removed pursuant to Article 21(b), the Managing General Partner will also be entitled to receive an amount equal to two times the aggregate annual Management Fees paid during the two calendar years prior to the date of such removal.

Art. 23. Financial accommodation and Hedging.

23.1. The Managing General Partner may obtain on a temporary basis financial accommodation of any amount which is equal to or less than, but in any event may never exceed, 10% of the Value of the Fund determined at the time of obtaining financial accommodation at such times and for such purposes as the Managing General Partner in its absolute discretion considers appropriate including, without limitation, to finance drawdowns of Commitments pending receipt from Shareholders of the amounts drawdown.

On a temporary basis the Managing General Partner may also obtain letters of credit or financial guarantees of an amount up to 10% of the Value of the Fund determined at the time of obtaining the credit or guarantee.

Financial accommodation may be raised at the Investment and Investment holding structure level on a case by case basis. The Managing General Partner will take into consideration the financial risks and existing gearing levels of an individual Investment before seeking further financial accommodation in relation to that Investment.

The Managing General Partner may, acting on behalf of and for the account of the Fund, secure the Fund's financial accommodation by using the Shareholders' Undrawn Commitments and the Fund's Investments. In subscribing for Shares, each Shareholder accepts that the Managing General Partner may secure the financial accommodation made in relation to the Fund with:

(a) a pledge over the assets of the Fund;

as well as with:

(b) specific security interests over:

(i) the rights of the Managing General Partner to call on the Shareholders' Undrawn Commitments pursuant to these Articles of Association; and

(ii) the Fund's interest in the proceeds of a Drawdown of the Shareholders' Undrawn Commitments.

If the Managing General Partner gives the security contemplated by Article 23.1 (b)(i), the relevant provider of financial accommodation will be authorised to exercise the rights of the Managing General Partner under Article 10.

If the Managing General Partner gives the security contemplated by Article 23.1(b)(ii), the account of the Fund established and maintained with the Custodian into which the relevant Shareholders' Capital Contributions are to be paid will be pledged by the Custodian on behalf of the Fund in favour of the provider of financial accommodation.

The Managing General Partner will notify each Shareholder of any security it has given over its right to call that Shareholder's Undrawn Commitment. Where the Managing General Partner seeks to grant security rights over the Managing General Partner's rights to call on any Undrawn Commitments relating to a Series, it will seek to do so on an equal basis proportional to the Undrawn Commitment of each Shareholder in respect of that Series. No Shareholder may be held liable with respect to any financial accommodation or security in excess of its Commitment.

In the event that an Shareholder makes a payment as a result of the enforcement of a security which the Management General Partner has given over its right to call that Shareholder's Undrawn Commitment, such payment shall be deemed to be a Capital Contribution and Shares of the Fund in consideration of such payment will be issued to the respective Shareholder by the Management General Partner.

23.2. The Managing General Partner may, in its sole discretion, employ currency and interest rate hedging techniques, to hedge any currency exchange and/or interest rate risk exposures related to the Investment. The Managing General Partner will at no time take positions for hedging purposes which positions would exceed the total exposure of the Fund to currency and interest rate risk. The Managing General Partner must not enter into hedging transactions of any kind solely for speculative purposes.

Art. 24. Separate liabilities of the Managing General Partner. The Managing General Partner hereby undertakes that it will at all times duly and punctually pay and discharge its separate and private debts and engagements whether present or future incurred or assumed by it as principal and other than in its capacity as managing general partner of the Fund and will keep the Fund and the Shareholders and their personal representatives, estates and effects indemnified therefrom and from all liabilities, actions, proceedings, costs, claims and demands in respect thereof.

Art. 25. The Shareholders' Representative Group.

25.1. Composition and procedures

(a) The Managing General Partner will establish a Shareholders' Representative Group no later than 12 months after the First Closing Date. The members of the Shareholders' Representative Group will be representatives of the Shareholders. The Managing General Partner in its absolute discretion will determine the membership of the Shareholders' Representative Group having regard to the number and nature of Shareholders and the level of their drawn and Undrawn Commitments to the Fund although no officer, employee or executive of the Managing General Partner or any Affiliate

of the Managing General Partner may be a member. The Managing General Partner will give each of the Shareholders notice of the appointment of each member of the Shareholders' Representative Group within 3 calendar months after that appointment. If an appointment is terminated at any time, the Managing General Partner will give each of the Shareholders notice of the termination promptly after it is effected.

(b) Each member of the Shareholders' Representative Group will have one vote.

(c) The Shareholders' Representative Group will meet at least once annually and at such other times as the Managing General Partner considers necessary and provided that any member of the Shareholders' Representative Group may require the Managing General Partner to convene a meeting.

(d) Meetings of the Shareholders' Representative Group will be convened by the Managing General Partner upon not less than 10 Business Days' written notice, except in cases of urgency (determined reasonably) or unless such notice requirement is waived by all Shareholders' Representative Group members. The Managing General Partner has the right to attend and speak at all meetings of the Shareholders' Representative Group as an observer but is not entitled to vote on any matters discussed at such meeting.

(e) The members of the Shareholders' Representative Group may meet in person or by conference call or similar means of communication, whereby all persons participating in the meeting can hear each other. Participating in a meeting by such means will constitute presence in person at such meeting. Shareholders' Representative Group members may not represent each other.

(f) Resolutions in writing approved and signed by a simple majority of the members of the Shareholders' Representative Group have the same effect as resolutions passed at a meeting of the Shareholders' Representative Group. Notice of any such resolution will be distributed to each Investor.

(g) The quorum for a meeting of the Shareholders' Representative Group will be a simple majority of the members of the Shareholders' Representative Group and its decisions will require a simple majority of those present or represented at the meeting. If there is no quorum at a relevant meeting the Managing General Partner or a member of the Shareholders' Representative Group will call a further meeting of the Shareholders' Representative Group with at least five days' notice and the quorum requirement will not apply to such meeting and any decision at such meeting concerning any matter which was on the agenda for the preceding meeting which was not quorate will require a simple majority of members entitled to vote and present or voting at the meeting.

(h) Prior to the commencement of a meeting of the Shareholders' Representative Group, a member of the Shareholders' Representative Group may submit a vote in writing on any matter which was on the agenda for the meeting, without being in attendance at the relevant meeting or at any adjournment or further meeting to consider the same agenda item. If a member submits a written vote on any such matter, that member will count towards the satisfaction of the quorum, if applicable and for the purposes of waiving the notice requirement, where relevant.

(i) Within 3 calendar months after each meeting of the Shareholders' Representative Group, the Managing General Partner will ensure that copies of the minutes of that meeting are distributed to each Shareholder.

25.2. Scope of involvement

(a) The Shareholders' Representative Group will perform the functions described in these Articles of Association considering the interests of the Fund and the Shareholders, collectively. In performing its functions under these Articles of Association, the Shareholders' Representative Group must not take into account the interests of any particular Shareholder.

(b) The Shareholders' Representative Group's role will be advisory only and the members of the Shareholders' Representative Group will not have any approval or other management rights with respect to the Fund or the business of the Fund.

(c) The Shareholders' Representative Group provides advice and is consulted by the Managing General Partner on those significant matters as may be referred to it by the Managing General Partner each time before a meeting of the investors' representative group of the Master Fund. Such matters may include material conflicts of interest, appointment of valuers and valuation methodology at the level of the Fund and/or the Master Fund and Key Man Events. Any meeting organised in preparation of a meeting of the investors' representative group of the Master Fund will aim at instructing any Person who is a member of the investors' representative group of the Master Fund.

(d) No fees will be paid to the members of the Shareholders' Representative Group. Each member will be reimbursed by the Fund for its reasonable out-of-pocket expenses incurred in attending the Shareholders' Representative Group meetings.

(e) The Managing General Partner must present to the General Meeting any proposals (each a Proposal) made by the Shareholders' Representative Group no more than 6 months after the Shareholders' Representative Group has presented the Proposal to the Managing General Partner. The Shareholders' Representative Group must meet and consider, with a view to making such a Proposal, any suggestions made by any Shareholder. Such suggestions may relate to the strategy of the Master Fund and/or the removal of the Managing General Partner or the management company of the Master Fund. Any Shareholder wishing to make any such suggestion should notify the Shareholders' Representative Group no less than 7 months prior to a strategy meeting of the Master Fund. The Shareholders' Representative Group is not obliged to propose for the purposes of making a Proposal every suggestion made by a Shareholder, but must consider whether such

a suggestion is in the interests of the Fund and the Shareholders collectively and propose those suggestions which it considers should be voted on by the Shareholders as a whole.

(f) The General Meeting may require any Person who is a member of the investors' representative group of the Master Fund to take any proposal to the investors' representative group of the Master Fund for consideration at a strategy meeting of the Master Fund.

Art. 26. The Custodian.

26.1. The Custodian has been appointed by the Managing General Partner as custodian of all the assets of the Fund pursuant to the Custodian Agreement.

The Custodian was incorporated on 2 January 2006 under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg as a public limited company (société anonyme) having its registered office at 14, Porte de France L-4360 Esch-sur-Alzette, Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 47.192. The Custodian maintains its registered office and place of central administration in the Grand Duchy of Luxembourg. The Custodian has a banking licence granted in accordance with the Luxembourg law of 5 April 1993 on the financial sector and specialises in custodial, administrative agency and other related services.

26.2. In accordance with the SIF Law and subject to the terms of the Custodian Agreement, the Custodian will:

- (a) be responsible for the custody of the assets of the Fund; and
- (b) manage all of the Fund's bank accounts.

26.3. The Custodian will assume and perform its functions and responsibilities in accordance with the SIF Law. All cash and securities constituting the assets of the Fund entrusted to the Custodian should be held by the Custodian on behalf and for the account of the Fund. The Custodian may entrust banks and financial institutions with the custody of those assets. The Custodian may hold securities in accounts with any clearing houses as the Custodian may determine. It will have the normal duties of a bank with respect to the Fund's deposits of cash and securities. The Custodian may only dispose of the assets of the Fund and make payments to third parties on behalf of the Fund on receipt of Proper Instructions.

26.4. In the performance of its duties at all times, the Custodian will separately keep and administer the assets and liabilities of the Fund and will not mingle them with its own assets and liabilities or those of any other Person for whom it is custodian.

26.5. Upon receipt of Proper Instructions, the Custodian will take all steps to dispose of all or any part of the Investments of the Fund as specified in the Proper Instruction, each time subject to the terms and conditions of its investment in the Master Fund.

26.6. The Custodian is entitled to the fees determined in accordance with the Custodian Agreement. Those fees are based on the net assets of the Fund and are payable quarterly in arrear.

26.7. The Managing General Partner or the Custodian may terminate the appointment of the Custodian at any time upon 90 days' written notice delivered by one to the other provided that termination by the Managing General Partner or the Custodian is subject to the suspensive condition that a replacement custodian is appointed. In the event of termination of the appointment of the Custodian, the Managing General Partner will use reasonable endeavours to appoint a new custodian within 2 months of the termination to assume the responsibilities and functions of the Custodian. Pending the appointment of a new Custodian, the Custodian will take all necessary steps to ensure the preservation of the interests of the Shareholders. After termination of the Custodian, the appointment and duties of the Custodian will continue for such period as may be necessary to enable the transfer of all the assets of the Fund to the new Custodian.

Art. 27. Conflicts of interest.

27.1. No contract or other transaction between the Fund and any other fund, company or firm will be affected or invalidated by the fact that one or more of the directors or officers of the Managing General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other fund, company or firm. Any director or officer of the Managing General Partner who serves as a director, associate, officer or employee of any fund, company or firm, with which the Fund may contract or otherwise engage in business will not, by reason of such affiliation with such other fund, company, or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or business.

27.2. In the event that any director or officer of the Managing General Partner may have in any transaction of the Fund an interest different to the interests of the Fund, such director or officer will make known to the Managing General Partner such conflict of interest and will not consider or vote on any such transaction and such transaction, and such director's or officer's interest therein will be reported to the next succeeding General Meeting.

27.3. The term "conflict of interest", as used in this Article, does not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the initiator, any investment manager, the Custodian, the distributors as well as any other person, company or entity as may from time to time be determined by the Managing General Partner in its discretion.

Art. 28. Indemnification.

28.1. The Managing General Partner, the Custodian, the Administrative Agent, the Registrar and Transfer Agent and their respective Affiliates, as well as each of their respective officers, directors, shareholders, agents and employees, and

each member of the Shareholders' Representative Group (each an Indemnified Person) is indemnified on the terms of this Article 28. An Indemnified Person will be indemnified out of the assets of the Fund if that Indemnified Person, by reason of having the relevant capacity, incurs or is threatened by any liability, obligation, action, proceeding, judgment, penalty, damage, claim, cost, loss, demand or expense. No Indemnified Person will be indemnified in respect of any matter resulting from that Indemnified person's fraud, willful misconduct, bad faith, reckless disregard or gross negligence.

28.2. The Managing General Partner may decide that expenses effectively incurred by any member of the board of directors or committee member in accordance with this Article may be advanced to the indemnified officer, provided that this officer will repay the advanced amounts if it is ultimately determined that he has not met the standard of care for which indemnification is available.

28.3. The foregoing right of indemnification does not exclude other rights to which any officer may be entitled.

Art. 29. Reporting and Auditor. Within six months after the end of each Financial Year the Fund will produce an annual report in accordance with the provisions of article 52 of the SIF Law. The annual report will, in particular, contain a description of the Fund's assets including a balance sheet or a statement of assets and liabilities, an income and expenditure account for the relevant Financial Year, a report on the business activities of the past Financial Year as well as any significant information enabling Shareholders to make an informed judgment on the development of the business activities and of the results of the Fund. The Fund will also produce unaudited quarterly and semi-annual management Investment reports which will include information on the development of the Fund's assets and the most recent calculation of the NAV of the Fund and key variables.

The accounting data related in the annual report of the Fund will be examined by an auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the Managing General Partner and remunerated by the Fund. The auditor will fulfill all duties prescribed by the SIF Law.

V. General meetings - Fiscal year - Distributions - Fees - Expenses

Art. 30. Representation. The General Meeting represents the entire body of Shareholders of the Fund. Its resolutions are binding upon all the Shareholders of the Fund. It has the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Fund, each time subject to the veto right of the Managing General Partner.

Art. 31. General Meetings of Shareholders.

31.1. The General Meeting will meet upon call by the Managing General Partner. The Managing General Partner will also be obliged to convene a General Meeting within a period of one month, if Shareholders representing 1/10th of the capital require so in writing with an indication of the agenda.

31.2. The annual General Meeting of Shareholders will be held in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Fund in Luxembourg-City or any other place specified in the convening notice on the first Tuesday of May at 3.00 p.m.. If such day is not a Business Day in Luxembourg, the annual General Meeting of Shareholders will be held on the next following Business Day.

31.3. Other General Meetings may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

31.4. Shareholders will meet upon call by the Managing General Partner pursuant to a notice setting out the agenda sent by registered post at least eight days prior to the meeting to each Shareholder at the address indicated in the Register. The agenda will be prepared by the Managing General Partner except in the instance where the meeting is called on the written demand of the Shareholders in which instance the Managing General Partner may prepare a supplementary agenda.

31.5. If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the General Meeting may take place without notice of meeting.

31.6. The Managing General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders in order to attend any General Meeting.

31.7. The business transacted at any General Meeting will be limited to the matters contained in the agenda (which will include all matters required by law) and business incidental to such matters.

31.8. Each Share, regardless of the net asset value per Share is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Association. Only full Shares are entitled to vote.

31.9. A Shareholder may act at any General Meeting by giving a written proxy to another Person, who need not be a Shareholder.

31.10. Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the General Meeting are passed by a simple majority vote of the votes cast.

Art. 32. Financial year. The Financial Year of the Fund starts on the first day of January and finishes on the last day of December each year. The first Financial Year starts on the date set out at the beginning of these Articles of Association and finishes on December 31, 2013.

Art. 33. Distributions.

33.1. Each Shareholder will be treated equally pro rata to the number of Shares owned by it. Each Share of each Series entitles, upon issue, its owner to a proportional part of the Distributions.

33.2. The General Meeting will, within the limits provided by law, determine how the results of the Fund will be disposed of, and may from time to time declare, or authorise the Managing General Partner to declare Distributions, provided, however, that the minimum capital of the Fund does not fall below the prescribed minimum capital.

33.3. The Managing General Partner may declare Distributions each quarter with reference to the aggregate returns (whether interest, dividends or otherwise) receive from the Master Fund less the aggregate of all amounts required to satisfy the expenses and liabilities of the Fund, including any fees due to the Managing General Partner. Distributions will be payable, once declared, pursuant to a resolution of the Managing General Partner as soon as practicable after receipt of the returns on which the Distributions are based, to each Shareholder pro rata to the Shares held by it (subject to any sanctions applicable to a Defaulting Shareholder). In addition to quarterly Distributions, the Managing General Partner may, in its sole discretion, declare and distribute, on the same basis, Distributions and other cash available at any other time if funds are available, whether from Proceeds or otherwise.

33.4. The payment of any Distributions will be made to the address indicated on the Register.

33.5. Distributions will be paid in the Base Currency.

33.6. No interest will be paid on a dividend declared by the Fund and kept by it at the disposal of its beneficiary.

33.7. A dividend declared but not paid on a Share cannot be claimed by the holder of such Share after a period of five years from the notice given thereof, unless the Managing General Partner has waived or extended such period in respect of all Shares, and will otherwise revert after expiry of the period to the Fund. The Managing General Partner has power from time to time to take all steps necessary and to authorise such action on behalf of the Fund to perfect such reversion. No interest will be paid on dividends declared, pending their collection.

33.8. The Fund will not make any reinvestments. The Master Fund may however have recourse to reinvestments.

Art. 34. Management Fee.

34.1 The Managing General Partner is entitled to receive an annual Management Fee in an amount of EUR 50,000.-, payable quarterly in arrear.

The Management Fee will be payable within 15 Business Days of the end of each quarter. The quarterly amount will comprise one fourth of the annual amount.

34.2 The following costs and expenses are included in the Management Fee (and are borne by the Managing General Partner):

(a) the reasonable cost of personnel employed or hired by the Managing General Partner or the personnel costs for which the Managing General Partner is wholly or partly responsible to the extent such personnel carry out the management activities to be performed by the Managing General Partner pursuant to these Articles of Association and the other Fund Documents;

(b) the reasonable costs of any and all publicity incurred by the Managing General Partner including, but not limited to, advertising and the sending of brochures for the purpose of creating investment opportunities on behalf of the Fund;

(c) any and all reasonable office costs incurred by the Managing General Partner arising from or connected with the management activities to be carried out by the Managing General Partner pursuant to these Articles of Association and the other Fund Documents including, but not limited to, providing office space and equipment;

(d) reasonable travel and lodging expenses for directors and employees of the Managing General Partner and other personnel (the costs for which the Managing General Partner is wholly or partly responsible) and other personnel hired by the Managing General Partner incurred in connection with the management activities of the Managing General Partner pursuant to these Articles of Association and the other Fund Documents; and

(e) reasonable "corporate secretarial", administration, accounting and other advisory expenses incurred in connection with the management activities to be carried out by the Managing General Partner pursuant to these Articles of Association and the other Fund Documents.

Art. 35. Costs and Expenses, Value added taxes.

35.1 Costs and expenses which are not explicitly mentioned in Article 34.2 are not covered by the Management Fee and must be borne separately by the Fund. These costs and expenses may include, without limitation:

(a) transaction costs and expenses directly related to the purchase, holding or sale of Investments;

(b) accounting expenses, auditing fees, bank charges, representation and publicity expenses and other direct out-of-pocket costs;

(c) taxes payable by the Fund, if any;

(d) fees of the Custodian, the Administrative Agent, the Registrar and Transfer Agent and other agents appointed by the Managing General Partner;

(e) expenses, including valuation fees, incurred in relation to the Investments of the Fund;

(f) administrative costs, such as costs incurred in maintaining the Register, printing and postage costs;

- (g) costs incurred in obtaining and servicing financial accommodation;
- (h) costs incurred in connection with drawing down Commitments, seeking further Commitments or enforcing these Articles of Association against Defaulting Shareholders;
- (i) communication and reporting expenses;
- (j) legal fees, other professional fees, disbursements and other third party costs;
- (k) the costs of reasonable directors' and officers' liability insurances on behalf of the Managing General Partner and its key officers and employees;
- (l) costs of reporting and meeting regulatory requirements under current and any new regulations as well as any costs in relation to an adjustment of the structure which is deemed appropriate by the Managing General Partner for regulatory purposes; and
- (m) the costs of meetings of the Shareholders, the Shareholders' Representative Group and the Investment Committee and reimbursements of reasonable costs incurred by the members of the Shareholders' Representative Group as contemplated by Article 25.2 (d).

35.2 All fees and expenses payable by the Fund as set out above are exclusive of value added taxes or other charges. The Fund must pay all value added taxes or other charges as required.

VI. Final provisions

Art. 36. Dissolution and Liquidation.

36.1. The Fund may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting subject to the quorum and majority requirements referred to in this Article 8 and the consent of the Managing General Partner.

36.2. Whenever the subscribed capital falls below two thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Fund will be referred to the General Meeting by the Managing General Partner. The General Meeting, for which no quorum is required, will decide by simple majority of the votes cast at such meeting.

36.3. The question of the dissolution of the Fund will further be referred to the General Meeting whenever the subscribed capital falls below one fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the General Meeting will be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of Shareholders holding one fourth of the Shares represented at such meeting.

36.4. The General Meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Fund have fallen below two thirds or one fourth of the legal minimum, as the case may be.

36.5. The liquidation will be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities and need to be approved by the CSSF, appointed by the General Meeting, which will determine their powers and remuneration.

Art. 37. Amendments to these Articles of Association. These Articles of Association may be amended by a General Meeting subject to the quorum and majority requirements provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended. No amendment may increase any Shareholder's Commitment or other obligation, reduce its share of the Fund's Distributions or other rights, or decrease the percentage of Shareholders required to amend the Private Placement Memorandum in any manner, without the unanimous vote of all Shares held by Shareholders entitled to vote. Nothing in this Article 37 affects the veto right conferred on the Managing General Partner by Article 18.4 of these Articles of Association.

The General Partner may amend any of the Fund Documents without the approval of Shareholders in order to:

- (a) reflect changes validly made in the ownership of the Fund and the Commitments of Shareholders;
 - (b) reflect a change in the name of the Fund;
 - (c) make any change that is necessary or desirable to cure any ambiguity or to correct or supplement any provision of any Fund Document that would otherwise be inconsistent with any other provision of any other Fund Document;
 - (d) make a change that is necessary or desirable to satisfy any applicable requirements, conditions or guidelines contained in any opinion, directive, order, statute, rule or regulation of any governmental entity so long as such change is made in a manner which minimizes any adverse effect on the Shareholders; and
 - (e) any other amendment that in the opinion of the General Partner may be necessary or desirable,
- provided that, in each of the cases set out in (a), (c) and (e), the amendment does not adversely affect the Shareholders in any material respect. If the General Partner makes any amendment to a Fund Document it will inform the Shareholders and Service Providers of the amendment promptly after it is made.

No change may be made to the Fund Documents before the change has been approved by, or in the case of the Private Placement Memorandum, filed with, the CSSF.

This Article 37 does not apply to any Subscription Agreement. A Subscription Agreement may only be amended in writing signed by the parties to it and amendments do not have to be approved by or filed with the CSSF.

Art. 38. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Association will be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and the SIF Law.

Transitory dispositions

- 1) The first Financial Year of the Fund will begin on the date of the incorporation of the Fund and will end on December 31, 2013.
- 2) The first annual General Meeting will be held on May 6, 2014 at 10.00 a.m..

Subscription

The subscribed capital of the Fund is subscribed as follows:

- 1) FIRST STATE EUROPEAN DIVERSIFIED INFRASTRUCTURE S.à r.l., above named, subscribes for one (1) Management Share.
- 2) CFSPAI MALTA CO LIMITED, above named, subscribes for thirty thousand nine hundred and ninety-nine (30,999) Shares.

The undersigned notary certifies the settlement of the subscriptions for a total amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-).

Expenses

The expenses which shall be borne by the Fund as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand two hundred euro (EUR 1,200.-).

General meeting

The above named persons representing the entire subscribed capital and considering themselves as validly convened, have immediately proceeded to hold a general meeting of shareholders which resolved as follows:

1. The address of the Fund is set at 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the French text, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified in the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxy-holder signed together with the notary the present deed.

Signé: N. BONNET, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 02 septembre 2013. Relation: DIE/2013/10676. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 02 octobre 2013.

Référence de publication: 2013139033/1085.

(130169389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Jefferson Investments Limited, Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 112.744.

Les comptes annuels de la maison-mère JEFFERSON INVESTMENTS LIMITED (UK) au 31 mars 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 août 2013.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2013139861/12.

(130169930) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

La Casa Grande SICAV SIF, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 169.443.

Suite à la démission de Monsieur Luc Paindavoine de sa fonction d'administrateur avec effet au 23 septembre 2013, le Conseil d'Administration se compose actuellement des administrateurs suivants: Messieurs Joan Malea Ribes et Alfonso Nebot Armisen ainsi que Mademoiselle Martine Vermeersch.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Pour LA CASA GRANDE SICAV SIF

ANDBANK ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG

Agent Domiciliaire

Référence de publication: 2013139893/16.

(130170390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Jamendo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 76, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 104.301.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013139857/10.

(130170503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

James S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 92, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 169.469.

Le bilan approuvé au 04 octobre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 04 octobre 2013.

Référence de publication: 2013139858/10.

(130170035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

JDS Consult s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1645 Luxembourg, 4A, Montée du Grund.

R.C.S. Luxembourg B 167.488.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Windhof, le 04/10/2013.

Référence de publication: 2013139859/10.

(130170068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Jardin de Portugal Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9240 Diekirch, 45, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 92.383.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ainsi que les informations et documents annexés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013139855/10.

(130169995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Liberty X S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 400.000,00.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 93.460.

Extrait des résolutions des associés prises en date du 20 septembre 2013

Les Associés acceptent la démission avec effet au 6 juin 2013 de Monsieur Christophe BLONDEAU de sa fonction de gérant au sein de la société.

Les Associés décident de nommer en remplacement avec effet au 6 juin 2013, Madame Brigitte DENIS demeurant professionnellement au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, gérant de la société, pour une durée indéterminée.

Liberty X Sàrl

Référence de publication: 2013139905/14.

(130170598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

J M H S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 48.386.600,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 123.756.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

JMH S.à r.l.

Société à Responsabilité Limitée

Référence de publication: 2013139853/11.

(130169965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

J M H S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 48.386.600,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 123.756.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

JMH S.à r.l.

Société à Responsabilité Limitée

Référence de publication: 2013139854/11.

(130169970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Ixora Invest Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 164.246.

Rectificatif au dépôt N° L L120158309

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013139851/11.

(130170096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

LAP SCI, Société Civile.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 2, rue des Gaulois.

R.C.S. Luxembourg E 2.204.

AURELIA CORCELLI

Demeurant 44, rue Raoul Follereau L-1529 LUXEMBOURG

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 03/10/2013.

Référence de publication: 2013139900/11.

(130170940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

ITX International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 173.143.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013139849/10.

(130170664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Komadeux Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 57.631.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2013.

Komadeux Investments S.A.

Geert DIRKX

Administrateur

Référence de publication: 2013139876/13.

(130171013) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Komadeux Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 57.631.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2013.

Komadeux Investments S.A.

Geert DIRKX

Administrateur

Référence de publication: 2013139875/13.

(130170995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Klopi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 100.754.

Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Référence de publication: 2013139874/10.

(130170752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Lucos Company Services, Société Anonyme.

Siège social: L-4740 Pétange, 5, rue Prince Jean.
R.C.S. Luxembourg B 55.776.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société tenue au siège social le 23 août 2013 à 10.00 heures

Résolutions

1. L'Assemblée approuve le renouvellement des mandats à la date de la présente assemblée jusqu'à la date du 22 août 2016,

- des administrateurs: Vanden Abeele-Fourneau, James Doyle, Vincent Demeuse et Magda Fourneau

- des administrateurs délégués: Vanden Abeele-Fourneau, Vincent Demeuse et Magda Fourneau
- du commissaire aux comptes: Jan Vanden Abeele

Tous les points de l'ordre du jour ayant été traités, la séance est levée à 11.00 heures après signature du présent procès-verbal par les membres du bureau.

Carine Godfurnon / Vincent Demeuse / Jan Vanden Abeele
Secrétaire / Scrutateur / Président

Référence de publication: 2013139909/18.

(130170048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Krops S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2360 Luxembourg, 13, allée des Poriers.

R.C.S. Luxembourg B 137.538.

EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de la réunion du conseil de gérance tenue en date du 1^{er} octobre 2013 que:

- Le siège social de la société est transféré de son ancienne adresse au 13, Allée des Poiriers L-2360 Luxembourg
- Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Pour extrait conforme
Signature

Référence de publication: 2013139868/15.

(130170903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Kew S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 150.175.

I. Par résolutions prises en date du 16 septembre 2013, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Acceptation de la démission de TMF Corporate Services S.A., avec siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, de son mandat de gérant, avec effet au 16 septembre 2013.

2. Nomination de Dominique Robyns, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet au 16 septembre 2013 et pour une durée indéterminée.

II. En date du 16 septembre 2013, le siège social de la société a été transféré du 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, avec effet au 30 septembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Référence de publication: 2013139866/17.

(130170556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Marriott International Holding Company B.V., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 141.077.

L'an deux mille treize, le dix-sept septembre.

Par-devant nous, Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch.

ONT COMPARU:

Marriott RHG Acquisition B.V., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social statutaire à Amsterdam, Pays-Bas, et son siège de direction effective et de contrôle au l'Atrium Business Park, 33 rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché du Luxembourg, inscrite auprès de la Chambre de Commerce pour Amsterdam sous le numéro 33289341 et auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B.141.245;

Marriott Global Holdings Inc. (anciennement: Marriott Worldwide Management Inc.), une société ayant son siège social à Bethesda, Etats-Unis, et son principal lieu d'activité à 10400 Fernwood Road, Bethesda, MD 20817-1102, Etats-Unis, inscrite au registre du commerce du Delaware sous le numéro 2917712, (les «Associées Uniques»),

ici représentées par Madame Khadidjatou Amidou, juriste, résidant professionnellement à Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, paraphée «ne varietur» par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme décrit ci-dessus, ont requis du notaire soussigné qu'il prenne acte de ce qui suit:

(i) Qu'elles sont les associées de Marriott International Holding Company B.V., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social statutaire à Amsterdam, Pays-Bas, et son siège de direction effective et de contrôle au 102, rue des Maraîchers, L-2124 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite auprès de la Chambre de Commerce pour Amsterdam sous le numéro 24286176 et au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 141.077 (la "Société"), établie à Luxembourg par acte notarié de Maître Marc Lecuit, notaire de résidence à Mersch, le 8 août 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2236 daté du 12 septembre 2008, dont les statuts n'ont pas été modifiés à ce jour.

(ii) Que les Associées ont adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

Il est décidé de transférer l'administration centrale (head office) de la Société du 102, rue des Maraîchers, L-2124 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, à l'Atrium Business Park, 33 rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet au 16 septembre 2013.

Deuxième résolution

En conséquence il est décidé de modifier le sous-article 2.3 de l'article 2 des statuts de la Société, tant dans leur version anglaise que dans leur version française, pour leur donner la teneur suivante:

Version en langue anglaise

" Art. 2. Name, Registered office and Duration.

2.3. The central administration (head office) of the Company, its principal place of business, and its effective place of management and control as well as the centre of its main interest are and shall be in Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg."

- Version en langue française

« Art. 2. Dénomination, Siège social et Durée.

2.3. L'administration centrale (head office) de la Société, son principal établissement et son principal lieu de direction effective et de contrôle mais aussi le lieu de ses intérêts principaux sont et doivent être situés à Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg.»

Troisième résolution

Il est décidé de modifier comme suit tant dans leur version anglaise que dans leur version française, les sous-articles 5.2 et 5.4, sous l'article 5 relatif à la tenue du registre des associés:

Version en langue anglaise

" Art. 5. Register of Shareholders.

5.2. The Management Board shall keep in Bertrange a register of Shareholders in which the names and addresses of all Shareholders are recorded, showing the date on which they acquired the Shares, the date of acknowledgement by or serving upon the Company and the nominal value paid in on each Share stating that the full nominal amount has been paid in.

5.4. The Management Board shall make the register available at the Company's principal office in Bertrange, for inspection by the Shareholders.

Version en langue française

« Art. 5. Registre des Associés.

5.2. La Gérance tient un registre Bertrange dans lequel sont inscrits les noms et adresses de tous les Associés, mentionnant la date à laquelle ils ont acquis leurs Parts Sociales, la date de la reconnaissance ou de la notification ainsi que le montant pour lequel chacune des Parts Sociales est libérée avec mention du fait que toutes les Parts Sociales sont libérées.

5.4. La Gérance tient le registre à disposition au principal établissement de la Société à Bertrange où il peut être consulté par les Associés.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Mersch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, connue du notaire par nom, prénom, qualité et demeure, cette dernière a signé avec Nous notaire, la présente minute.

Signé: K. AMIDOU, M. LECUIT.

Enregistré à Mersch, le 18 septembre 2013. Relation: MER/2013/1930. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): A. MULLER.

POUR COPIE CONFORME

Mersch, le 4 octobre 2013.

Référence de publication: 2013139921/76.

(130169982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Kerlux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2560 Luxembourg, 22, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 167.168.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2013139871/12.

(130170296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Joker Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2513 Senningerberg, 1, rue des Sapins.

R.C.S. Luxembourg B 62.623.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2013139865/10.

(130170455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Lotta Holding I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 180.578.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-fifth day of September.

Before us, Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch/Alzette.

THERE APPEARED:

Lotta Holding Guernsey Limited, a private limited liability company incorporated under the laws of Guernsey, having its registered office at National Westminster House, Le Truchot, St Peter Port, Guernsey, GY1 3RA and registered with the Guernsey Registry of Companies under number 56801,

represented by Matthias Pons, attorney-at-law, residing in Luxembourg by virtue of a power of attorney given on 23 September 2013.

Which power of attorney shall be signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated above, has declared its intention to incorporate by the present deed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) and to draw up its articles of association as follows:

Title I. Form - Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Form. There exists a private limited liability company (hereafter the "Company") which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended from time to time (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of association (hereafter the "Articles").

Art. 2. Name. The name of the Company is "Lotta Holding I S.à r.l."

Art. 3. Registered office.

3.1. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

3.2. It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of its Shareholders (as defined hereafter) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

3.3. The registered office may be transferred within the City of Luxembourg by decision of the Sole Manager or, in case of plurality of managers, of the Board of Managers (as defined hereafter).

3.4. Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad by the decision of the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers, until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will however not have any effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 4. Object.

4.1. The Company's object is to acquire and hold interests, directly or indirectly, in any form whatsoever, in any other Luxembourg or foreign entities, by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and to administrate, develop and manage such holding of interests.

4.2. The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the "Connected Companies"). On an ancillary basis of such assistance, the Company may also render administrative and marketing assistance to its Connected Companies.

4.3. The Company may subordinate its claims in favour of third parties for the obligations of any such Connected Companies.

4.4 For purposes of this article, a company shall be deemed to be part of the same "group" as the Company if such other company directly or indirectly owns, is owned by, is in control of, is controlled by, or is under common control with, or is controlled by a shareholder of, the Company, in each case whether beneficially or as trustee, guardian or other fiduciary. A company shall be deemed to control another company if the controlling company possesses, directly or indirectly, all or substantially all of the share capital of the company or has the power to direct or cause the direction of the management or policies of the other company, whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise.

4.5. The Company may in particular enter into the following transactions:

4.5.1. borrow money in any form or obtain any form of credit facility and raise funds, except by way of public offer, through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, certificates and other debt or equity instruments, convertible or not, or the use of financial derivatives or otherwise;

4.5.2. enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, or any director, manager or other agent of the Company or any of the Connected Companies, within the limits of any applicable law provision; and

4.5.3. use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

4.6. In addition to the foregoing, the Company may perform all legal, commercial, technical and financial transactions and, in general, all transactions which are necessary or useful to fulfil its corporate object as well as all transactions directly or indirectly connected with the areas described above in order to facilitate the accomplishment of its corporate object in all areas described above.

Art. 5. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Title II. Capital - Transfer of shares

Art. 6. Capital.

6.1. The corporate capital of the Company is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares having a nominal value of one Euro (EUR 1) each (hereafter the "Shares"). The holders of the Shares are together referred to as the "Shareholders" and individually as a "Shareholder".

6.2. In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any Share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the general meeting of Shareholders. The amount of the premium account may be used to make payment for any Shares, which the Company may repurchase

from its Shareholder(s), to offset any net realized losses, to make distributions to the Shareholder(s) or to allocate funds to the legal reserve or other reserves.

6.3. All Shares will have equal rights.

Art. 7. Transfer of shares.

7.1. In case of a single Shareholder, the Shares held by the single Shareholder are freely transferable.

7.2. In case there is more than one Shareholder, Shares are freely transferable among the Shareholders. Transfer of Shares inter vivos to non-Shareholders may only be made with the prior approval given in a general meeting of Shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

7.3. Any transfer of Shares must be recorded by a notarial deed or by a private document and shall not be enforceable vis-à-vis the Company or third parties until it has been notified to the Company or accepted by it in accordance with article 190 of the Law and article 1690 of the Civil Code.

7.4. The Company may repurchase its own Shares provided that the Company has sufficient distributable funds for that purpose.

Title III. Management

Art. 8. Management. The Company is managed by one manager (the "Sole Manager") or several managers appointed by the general meeting of Shareholders. If several managers are appointed, they will constitute a board of managers (the "Board of Managers" each member individually, the "Manager"). The Sole Manager or the Managers need not to be Shareholder of the Company. The Sole Manager or the Managers may be revoked ad nutum by decision of the general meeting of Shareholders.

Art. 9. Powers.

9.1. In dealing with third parties, the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to perform all acts necessary or useful for accomplishment of the corporate objects of the Company.

9.2. All powers not expressly reserved by the Law or by the Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Sole Manager or, in case of plurality of managers, of the Board of Managers.

9.3. Any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant will be handled in the name of the Company by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the Board of Managers represented by the Manager delegated for this purpose.

9.4. The Company shall be bound in all circumstances by the sole signature of its Sole Manager and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two members of the Board of Managers, or by the signature of any person to whom such power shall be delegated by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the Board of Managers.

Art. 10. Delegations.

10.1. The Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers may sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

10.2. The Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers shall determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

Art. 11. Meeting of the board of managers.

11.1. The Board of Managers shall meet as often as the Company's interest so requires or upon call of any Manager of the Company. In case all the Managers are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities.

11.2. Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, by telegram, facsimile, electronic mail or letter another Manager as his proxy.

11.3. Meetings of the Board of Managers shall be held in Luxembourg. The Board of Managers may only deliberate or act validly if at least a majority of its members is present either in person or by proxy. The resolutions of the Board of Managers shall be adopted by the majority of the votes of the Managers present either in person or by proxy.

11.4. Written resolutions signed by all the members of the Board of Managers will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, facsimile, electronic mail or similar communication.

11.5. Any member of the Board of Managers who participates in the proceedings of a meeting of the Board of Managers by means of a communication device (including a telephone and videoconference), which allows all the other members of the Board of Managers present at such meeting (whether in person or by proxy or by means of such type of communications device) to hear and to be heard by the other members at any time, shall be deemed to be present at such meeting and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting. If a resolution is taken by way of conference call, the resolution shall be considered to have been taken in Luxembourg if the call is initiated from Luxembourg.

11.6. The minutes of a meeting of the Board of Managers may be signed (i) by all Managers present or represented at the meeting, or (ii) by any two (2) Managers present or represented at the meeting, or (iii) by the chairman and the secretary if appointed at the meeting of the Board of Managers or (iv) by any person to whom such powers have been delegated by the Board of Managers at such meeting of the Board of Managers.

11.7. Extracts shall be certified by any Manager or by any person nominated by any Manager or during a meeting of the Board of Managers.

11.8. In case of a Sole Manager, the resolutions of the Sole Manager shall be documented in writing.

Art. 12. Interim dividends. The Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the Board of Managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by the Law or by the Articles.

Title IV. General meeting of shareholders

Art. 13. Powers - Holding of general meetings.

13.1. Each Shareholder has voting rights commensurate with his shareholding.

13.2. In case of a single Shareholder owning all the Shares, it shall exercise all the powers conferred to the general meeting of Shareholders under section XII of the Law and its decisions shall be in writing and shall be recorded in minutes.

13.3. In case there is more than one Shareholder, decisions of the Shareholders shall be taken in a general meeting or by written consultation at the instigation of the management. In such case, each Shareholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

13.4. Shareholders meetings may be convened by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by a Manager.

13.5. If all the Shareholders are present or represented, they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

13.6. General meetings of Shareholders shall be held in Luxembourg. Any Shareholder may, by a written proxy, authorize any other person, who need not be a Shareholder, to represent him at a general meeting of Shareholders and to vote in his name and stead.

Art. 14. Majorities.

14.1. The resolutions shall be validly taken insofar as Shareholders representing more than half of the capital adopt them. If that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented.

14.2. Resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority (in number) of the Shareholders owning at least three quarters (3/4) of the Company's capital, subject to the provisions of the Law.

14.3. However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its Shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the Shareholders and in compliance with any other legal requirement.

Title V. Financial year - Profits - Reserves

Art. 15. Financial year.

15.1. The financial year of the Company starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year.

15.2. Each year on the 31st of December an inventory of the assets and the liabilities of the Company as well as a balance sheet and a profit and loss account shall be drawn up by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the Board of Managers.

Art. 16. Profits - Reserves.

16.1. The revenues of the Company, deduction made of the general expenses and the charges, the depreciations, the provisions and taxes constitute the net profit.

16.2. From the net profit five per cent (5%) shall be deducted and allocated to the legal reserve; this deduction ceases to be mandatory as soon as the reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched. The balance is at the disposal of the general meeting of Shareholders.

Title VI. Dissolution - Liquidation

Art. 17. Dissolution - Liquidation.

17.1. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

17.2. The dissolution and liquidation of the Company can only be decided if approved by the majority (in number) of the Shareholders owning at least three quarters (3/4) of the capital of the Company.

17.3. In case of dissolution of the Company the liquidation will be carried out by one or more liquidators who need not be Shareholders, designated by the general meeting of Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

17.4. The surplus after payment of all charges, debts, expenses which are a result of liquidation, will be used to reimburse the contribution made by the Shareholders on the Shares of the Company. The final surplus will be distributed to the Shareholders in proportion to their respective shareholding.

Title VII. Applicable law

Art. 18. Applicable law. All matters not mentioned in the Articles, shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provision

The first financial year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall end on the 31st of December 2013.

Subscription and payment

The Articles having thus been established, the appearing party declares to subscribe the entire capital as follows:

Lotta Holding Guernsey Limited, prenamed, has subscribed to:

twelve thousand five hundred Shares	12,500
TOTAL: twelve thousand five hundred Shares	12,500

The Shares have been fully paid up by a contribution in cash of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500).

The amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) is at the disposal of the Company.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of its organization, are estimated at approximately one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole Shareholder of the Company, representing the entire subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company is located at 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg;

2. The following persons have been appointed as Managers of the Company for an undetermined term:

2.1 Mr. Stefan Holmér, born on 19 March 1961, in Stockholm, Sweden, with professional address at 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg; and

2.2 Mr. Karl Heinz Horrer, born on 19 August 1966 in Munich, Germany, with professional address at 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in

English followed by a French version; on the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Esch/Alzette, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing party, known to the undersigned notary by name, last name, civil status and residence, the said representative of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Follows the french translation:

L'an deux mille treize, le vingt-cinq septembre.

Par-devant Maître Francis KESSELER notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A COMPARU:

Lotta Holding Guernsey Limited, une private limited liability company constituée selon les lois de Guernsey, ayant son siège social à National Westminster House, Le Truchot, St Peter Port, Guernsey, GY1 3RA et immatriculée auprès du Registre des Sociétés de Guernsey sous le numéro 56801,

représentée par Matthias Pons, avocat, demeurant à Luxembourg en vertu d'une procuration donnée le 23 septembre 2013.

Ladite procuration signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiquée ci-avant, a déclaré son intention de constituer par le présent acte une société à responsabilité limitée et d'en arrêter les statuts comme suit:

Titre I^{er} . Forme - Nom - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er} . Forme. Il existe une société à responsabilité limitée (ci-après la "Société"), qui sera régie par les lois relatives à une telle entité, et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée de temps à autre (ci-après la "Loi"), ainsi que par les présents statuts (ci-après les "Statuts").

Art. 2. Dénomination. La dénomination de la Société est "Lotta Holding I S.à r.l."

Art. 3. Siège social.

3.1. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg.

3.2. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale extraordinaire de ses Associés (tels que définis ci-après) délibérant comme en matière de modification des Statuts.

3.3. Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la ville de Luxembourg par décision du Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance (tels que définis ci-après).

3.4. Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le siège social de la Société pourra être transféré provisoirement à l'étranger par décision du Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance jusqu'à ce que la situation soit normalisée; ces mesures provisoires n'ont toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 4. Objet.

4.1. L'objet de la Société est l'acquisition et la détention de tous intérêts, directement ou indirectement, sous quelle que forme que ce soit, dans toutes autres entités, luxembourgeoises ou étrangères, par voie de souscription ou d'acquisition de toutes participations et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière, ou par voie d'instruments financiers de dettes, sous quelle que forme que ce soit, ainsi que leur administration, leur développement et leur gestion.

4.2. La Société pourra également apporter toute assistance financière, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, ou à toutes sociétés, qui seraient actionnaires, directs ou indirects, de la Société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société (ci-après reprises comme les "Sociétés Apparentées"). A titre accessoire de cette assistance financière, la Société pourra également fournir à ses Sociétés Apparentées toute assistance administrative ou commerciale.

4.3 La Société peut subordonner ses créances en faveur de tierces parties pour les obligations de toutes Sociétés Apparentées.

4.4. Pour les besoins de cet article, une société sera considérée comme appartenant au même «groupe» que la Société si cette autre société, directement ou indirectement, détient, est détenue par, détient le contrôle de, est contrôlée par ou est sous le contrôle commun avec, ou est contrôlée par un actionnaire de la Société, que ce soit comme bénéficiaire, trustee ou gardien ou autre fiduciaire. Une société sera considérée comme contrôlant une autre société si elle détient, directement ou indirectement, tout ou une partie substantielle de l'ensemble du capital social de la société ou dispose du pouvoir de diriger ou d'orienter la gestion et les politiques de l'autre société, que ce soit aux moyens de la détention de titres permettant d'exercer un droit de vote, par contrat ou autrement.

4.5. La Société pourra, en particulier, être engagée dans les opérations suivantes:

4.5.1. conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de crédit et lever des fonds, sauf par voie d'offre publique, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre, certificats et autres instruments de dettes, convertibles ou non, ou par l'utilisation d'instruments financiers dérivés ou autres;

4.5.2. accorder toute garantie, fournir tout gage ou toute autre forme de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par toutes ou l'une de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées, ou de tout administrateur, gérant ou autre agent de la Société ou de l'une des Sociétés Apparentées, dans les limites de toute disposition légale applicable; et

4.5.3. utiliser tous instruments et techniques nécessaires à la gestion efficace de ses investissements et à la protection contre tous risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans des activités pouvant être considérées comme une activité réglementée du secteur financier.

4.6. Outre ce qui précède, la Société peut réaliser toutes transactions légales, commerciales, techniques ou financières et en général toutes transactions nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à faciliter l'accomplissement de son objet social dans les secteurs prédécrits.

Art. 5. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II. Capital - Transfert de parts

Art. 6. Capital social.

6.1. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cent euros (12.500 EUR) représenté par seize mille (12.500) parts sociales, ayant une valeur nominale de un euro (1 EUR) (ci-après les «Parts Sociales»). Les détenteurs de Parts Sociales sont désignés ensemble comme les «Associés» et individuellement comme «l'Associé».

6.2. En plus du capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Le montant d'un tel compte de prime d'émission est à la libre disposition de l'assemblée générale des Associés. Le montant d'un tel compte de prime d'émission peut être utilisé pour procéder à des paiements pour toutes Parts Sociales que la Société peut racheter à son/ses Associé(s), pour compenser toute perte réalisée, pour procéder à des distributions aux Associés ou pour allouer des fonds à la réserve légale ou à d'autres réserves.

6.3. Toutes les Parts Sociales donnent droit à des droits égaux.

Art. 7. Cession de parts.

7.1. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Associé, les Parts Sociales détenues par celui-ci sont librement cessibles.

7.2. Dans l'hypothèse où il y a plusieurs Associés, les Parts Sociales détenues par un des Associés sont librement cessibles à un autre Associé. Tout transfert de Parts Sociales entre vifs à des non Associés ne pourra se faire qu'avec l'accord préalable, donné dans une assemblée générale d'Associés représentant au moins trois quart (3/4) du capital.

7.3. Toute cession de Parts Sociales doit être constatée par un acte notarié ou par un acte sous seing privé et ne sera pas opposable vis-à-vis de la Société ou des tiers jusqu'à ce qu'il ait été notifié à la Société ou accepté par elle conformément à l'article 190 de la Loi et l'article 1690 du Code Civil.

7.4. La Société peut racheter ses propres Parts Sociales pour autant que la Société ait des fonds distribuables suffisants à cet effet.

Titre III. Gérance

Art. 8. Gérance. La Société est gérée par un gérant (le "Gérant Unique") ou par plusieurs gérants nommés par l'assemblée générale des Associés. Si plusieurs gérants ont été nommés, ils formeront un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance", chacun étant alors désigné comme «Gérant»). Le Gérant Unique ou les Gérants ne sont pas nécessairement Associés de la Société. Le Gérant Unique ou les Gérants peuvent être révoqués à tout moment par une décision de l'assemblée générale des Associés.

Art. 9. Pouvoirs.

9.1. Dans les rapports avec les tiers, le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance, a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer tous actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société.

9.2. Les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou par les Statuts à l'assemblée générale des Associés tombent dans la compétence du Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance.

9.3. Tout litige dans laquelle la Société apparaît comme demandeur ou comme défendeur, sera géré au nom de la Société par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par le Conseil de Gérance représenté par le Gérant délégué à cet effet.

9.4. La Société est valablement engagée, en toutes circonstances par la seule signature de son Gérant Unique et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de Gérance, ou par la signature de toute personne à qui ce pouvoir aura été délégué par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par le Conseil de Gérance.

Art. 10. Délégations.

10.1. Le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance peut déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs agents ad hoc pour des tâches déterminées.

10.2. Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de tout agent, la durée de son mandat ainsi que toutes autres conditions de son mandat.

Art. 11. Réunion du conseil de gérance.

11.1. Le Conseil de Gérance se réunit sur convocation d'un Gérant de la Société aussi souvent que l'intérêt de la Société le requiert. Lorsque tous les Gérants sont présents ou représentés, ils pourront renoncer aux formalités de convocation.

11.2. Tout Gérant est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil de Gérance par un autre Gérant, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite, par télégramme, par fax, par courriel ou par lettre.

11.3. Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront à Luxembourg. Le Conseil de Gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins de ses membres est présent en personne ou par mandataire. Les résolutions du Conseil de Gérance seront valablement adoptées par la majorité des votes des Gérants présents en personne ou par mandataire.

11.4. Des résolutions écrites signées par tous les membres du Conseil de Gérance auront le même effet et la même validité que des décisions prises lors d'une réunion valablement convoquée et tenue. Ces signatures peuvent être apposées sur un seul ou plusieurs documents séparés transmis par lettre, fax, courriel ou moyen similaire de communication.

11.5. Tout membre du Conseil de Gérance qui participe à une réunion du Conseil de Gérance par un moyen de communication (en ce compris par téléphone et par visioconférence), qui permet à tous les autres membres du Conseil de Gérance présents à telle réunion (soit en personne, par mandataire ou par un tel moyen de communication) d'entendre et d'être entendus par les autres membres à tout moment, sera réputé présent à telle réunion et sera pris en compte pour le calcul du quorum et sera autorisé à voter sur les matières traitées à telle réunion. Lorsque la décision est prise par voie d'une conférence téléphonique, la décision sera considérée comme ayant été prise à Luxembourg si l'appel est initié à partir de Luxembourg.

11.6. Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance sont signés (i) par tous les Gérants présents ou représentés à la réunion, ou (ii) par deux Gérants présents ou représentés à la réunion, ou (iii) par le président et le secrétaire si nommés à la réunion du Conseil de Gérance ou (iv) par toute personne dont les pouvoirs ont été délégués par le Conseil de Gérance à cette réunion du Conseil de Gérance.

11.7. Des extraits seront certifiés par un Gérant ou par toute personne désignée par un Gérant ou lors d'une réunion du Conseil de Gérance.

11.8. En cas de Gérant Unique, les résolutions du Gérant Unique pourront être documentées par écrit.

Art. 12. Dividendes intérimaires. Le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance, peut décider de payer des dividendes intérimaires sur la base d'un relevé de comptes préparé par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par le Conseil de Gérance montrant qu'il existe suffisamment de fonds disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant distribuable ne peut être supérieur aux profits réalisés depuis la fin de l'exercice social précédent, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et sommes allouées à une réserve à établir en vertu de la Loi ou des Statuts.

Titre IV. Assemblée générale des associés

Art. 13. Pouvoirs - Tenue d'assemblées générales.

13.1. Chaque Associé a un droit de vote proportionnel à sa participation dans le capital social.

13.2. En cas d'un Associé unique détenant toutes les Parts Sociales, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des Associés par la section XII de la Loi et ses décisions sont établies par écrit et enregistrées dans des procès-verbaux.

13.3. S'il y a plus d'un Associé, les décisions des Associés seront prises en assemblée générale ou par consultation écrite à l'initiative de la gérance. Dans ce cas, chaque Associé recevra le libellé exact du texte des résolutions ou décisions à adopter et donnera son vote par écrit.

13.4. Des assemblées générales pourront être convoquées par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par tout Gérant.

13.5. Si tous les Associés sont présents ou représentés, ils peuvent renoncer aux formalités de convocation et l'assemblée peut valablement être tenue sans avis préalable.

13.6. Les assemblées générales des Associés se tiendront à Luxembourg. Tout Associé peut par procuration écrite, autoriser toute autre personne, qui n'a pas besoin d'être un Associé, à le représenter à une assemblée générale des Associés et à voter en son nom et à sa place.

Art. 14. Majorités.

14.1. Les décisions ne sont valablement prises que pour autant que des Associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent. Si ce chiffre n'est pas atteint lors de la première réunion ou consultation par écrit, les

Associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettres recommandées, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représentée.

14.2. Les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité (en nombre) d'Associés détenant au moins les trois quarts (3/4) du capital social de la Société conformément aux prescriptions de la Loi.

14.3. Néanmoins, le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des Associés ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des Associés et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

Titre V. Exercice social - Profits - Réserves

Art. 15. Exercice social.

15.1. L'année sociale de la Société commence le 1 janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

15.2. Chaque année, au trente et un décembre, le bilan et le compte de profit et perte de la Société sont établis par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par le Conseil de Gérance et ce dernier prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Art. 16. Profits - Réserves.

16.1. Les profits de la Société, après déduction des frais généraux des charges, des amortissements, des provisions et des taxes, constituent le bénéfice net.

16.2. Sur le bénéfice net, cinq pour cent (5%) seront prélevés et alloués à la réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société mais devra être repris jusqu'à entière reconstitution de la réserve, si à tout moment et pour quelle que raison que ce soit elle a été entamée. Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des Associés.

Titre VI. Dissolution - Liquidation

Art. 17. Dissolution - Liquidation.

17.1. La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité, de faillite de son Associé unique ou de l'un de ses Associés.

17.2. La dissolution et la liquidation de la Société n'est possible que si elle est décidée par la majorité (en nombre) des Associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social de la Société..

17.3. En cas de dissolution de la Société, la dissolution et la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par l'assemblée générale des Associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

17.4. Le surplus après paiement des charges, dettes dépenses qui résultent de la liquidation sera utilisé pour rembourser l'apport fait par les Associés sur les Parts Sociales de la Société. Le surplus final sera distribué aux Associés proportionnellement à leur détention respective.

Titre VII. Loi applicable

Art. 18. Loi applicable. Tous les points non réglés par les Statuts seront déterminés conformément à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2013.

Souscription et paiement

Les Statuts ayant été établis, la comparante déclare souscrire l'entièreté du capital comme suit:

Lotta Holding Guernsey Limited, prénommée,

douze mille cinq cent Parts Sociales 12.500

TOTAL: douze mille cinq cent Parts Sociales 12.500

Les Parts Sociales ont été entièrement libérées par un apport en numéraire de douze mille cinq cent euros (12.500 EUR).

Le montant de douze mille cinq cent euros (12.500 EUR) est à la disposition de la Société.

Dépenses

Les dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élèvent à approximativement mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'Associé unique de la Société représentant l'intégralité du capital souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est situé au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg;

2. Les personnes suivantes ont été nommés en tant que gérants de la Société pour une période indéterminée:

2.1 Mr. Stefan Holmér, né le 19 mars 1961, à Stockholm, Suède, avec adresse professionnelle au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg; et

2.2 Mr. Karl Heinz Horrer, né le 19 août 1966, à Munich, Allemagne, avec adresse professionnelle au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française; à la demande de la partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Esch/Alzette, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture de l'acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante connu du notaire soussigné par nom, prénom, état civil et résidence, ledit mandataire de la partie comparante a signé avec nous notaire, le présent acte.

Signé: Pons, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 2 octobre 2013. Relation: EAC/2013/12728. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Santioni A.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013139888/464.

(130170712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Kallima S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 154.810.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Référence de publication: 2013139869/10.

(130170607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Lux Cantines s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9355 Bettendorf, 32, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 92.972.

L'an deux mille treize, le vingt-huitième jour du mois d'août.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

- Monsieur Edgar MEDER, gérant, né à Ettelbruck, le 2 mars 1961, demeurant à L-9355 Bettendorf, 32, rue de l'Eglise.

I.- Lequel comparant a requis le notaire instrumentant d'acter qu'il est le seul et unique associé de la société «LUX CANTINES S.à r.l.», une société à responsabilité limitée avec siège social à L-7750 Colmar-Berg, avenue Gordon Smith, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 92.972, constituée suivant acte sous seing privé en date du 30 septembre 1971, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 14 du 2 février 1972, et dont les statuts ont été modifiés la dernière fois par un acte reçu du notaire Fernand UNSEN, alors de résidence à Diekirch, en date du 3 novembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 3131 du 20 décembre 2011 (ci-après la "Société").

II.- Le capital social de la Société est fixé à trente-sept mille cinq cent euros (EUR 37.500,-) divisé en mille cinq cent (1.500) parts sociales de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, toutes entièrement libérées et appartenant à l'associé unique pré-qualifié.

III. L'associé unique représentant l'intégralité du capital social, s'est réuni en assemblée générale extraordinaire à laquelle il se considère comme dûment convoquée et a pris les résolutions suivantes, qu'il a demandé au notaire d'acter comme suit:

Ordre du jour

1. Transfert du siège social de L-7750 Colmar-Berg, avenue Gordon Smith à L-9355 Bettendorf, 32, rue de l'Eglise et modification correspondante des statuts de la Société;

2. Refonte complète des statuts de la Société, avec élargissement de l'objet social, afin de mettre ces statuts à jour avec les dernières modifications apportées à la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;

3. Divers.

Première résolution

L'associé unique décide de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle de L-7750 Colmar-Berg, avenue Gordon Smith, à l'adresse suivante: L-9355 Bettendorf, 32, rue de l'Eglise et de modifier en conséquence le premier alinéa de l'article 5 des statuts de la Société.

Deuxième résolution

L'associé unique décide de procéder à une refonte complète des statuts de la Société, avec élargissement de l'objet social, afin de mettre ces statuts à jour avec les dernières modifications apportées à la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Au vu de ce qui précède, l'associé unique décide que lesdits statuts de la Société auront dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}**. Il est formé par les présentes, par la personne comparante, et toutes les personnes qui pourraient devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (ci-après la "Société").

Art. 2. La Société a pour objet l'exploitation de cantines d'usines.

La Société pourra emprunter avec ou sans garantie, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution personnelle et/ou réelle, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Elle exercera son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

D'une façon générale, la Société pourra réaliser toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales, industrielles ou financières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La dissolution de la Société peut être demandée en justice pour justes motifs. Sauf dissolution judiciaire, la dissolution de la Société ne peut résulter que d'une décision prise par l'assemblée générale dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

Art. 4. La Société prend la dénomination sociale de «LUX CANTINES S.à r.l.».

Art. 5. Le siège de la Société est établi dans la commune de Bettendorf.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la même commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de gérance, et en tout endroit du Grand Duché de Luxembourg aux termes d'une décision prise par assemblée tenue dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

La Société peut ouvrir des succursales, filiales ou d'autres bureaux, dans tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à trente-sept mille cinq cent euros (EUR 37.500,-) divisé en mille cinq cent (1.500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, toutes les parts sociales étant intégralement souscrites et entièrement libérées.

Art. 7. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision écrite et régulièrement publiée de l'associé unique, sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 16 des présents statuts.

Art. 8. Chaque part sociale ouvre un droit à l'actif social de même qu'aux bénéfices réalisés au cours de l'exercice, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un unique propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis des parts sociales sont tenus d'être représentés auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 10. Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont cessibles sous réserve de la stricte observation des dispositions énoncées à l'article 189 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Toute opération de cession n'est opposable à la Société comme aux tiers qu'à la condition d'avoir été notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément aux dispositions prescrites à l'article 1690 du Code civil.

Au surplus, il ne pourra être contracté d'emprunt par voie publique d'obligations, ni procédé à une émission publique de parts sociales.

Art. 11. La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocable(s) ad nutum.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, dispose des pouvoirs les plus étendus afin d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale des associés.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature de son gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, peut sous-déléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Tout litige dans lequel la Société apparaît comme demandeur ou comme défendeur, sera géré au nom de la Société par le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance représenté par un gérant délégué à cet effet.

Art. 14. Les réunions du Conseil de Gérance auront lieu au Grand-Duché de Luxembourg. Le Conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente en personne ou par procuration. Les résolutions du Conseil de gérance sont adoptées à la majorité des votes des gérants présents ou représentés.

En cas d'urgence, les résolutions écrites signées par l'ensemble des membres du Conseil de gérance seront valablement passées et effectives comme si passées lors d'une réunion dûment convenue et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou plusieurs exemplaires d'une résolution identique et peuvent être prouvées par lettre, fax ou communication similaire.

De plus, tout membre qui participe aux débats d'une réunion du Conseil de gérance aux moyens d'un appareil de communication (notamment par téléphone), qui permet à tous les membres présent à cette réunion (que ce soit en personne ou par procuration ou tout autre appareil de communication) d'entendre et d'être entendu par les autres membres à tout moment, sera supposé être présent à cette réunion et sera comptabilisé pour le calcul du quorum et sera autorisé à voter sur les questions à l'ordre du jour de cette réunion. Si une résolution est prise par voie de conférence téléphonique, la résolution sera considérée comme ayant été prise au Luxembourg si l'appel provient initialement du Luxembourg.

Art. 15. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Toutefois, la Société est liée par les actes accomplis par les gérants, même si ces actes excèdent l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, sans que la publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Art. 16. L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social, sans préjudice des autres dispositions de l'article 194 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que par l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 17. Une assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, se réunira une fois par an pour l'approbation des comptes annuels, elle se tiendra le deuxième mardi du mois de mai de chaque année au siège de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette assemblée.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 18. L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 19. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le Conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut par lui-même ou par un fondé de pouvoir, prendre au siège social de la Société, communication de l'inventaire, du bilan et du rapport du conseil de surveillance (si la Société compte plus de vingt-cinq associés parmi ses rangs, conformément aux dispositions prescrites par la loi).

Art. 20. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé au moins cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Art. 21. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 22. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, l'associé unique, ou le cas échéant les associés, s'en réfèrent aux dispositions légales de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont évalués approximativement à mille cents euros (EUR 1.000,-).

DONT ACTE, fait et passé à Diekirch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: E. Meder, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 29 août 2013. Relation: DIE/2013/10592. Reçu soixante-quinze (75,-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 4 octobre 2013.

Référence de publication: 2013139911/152.

(130170029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

IT Advice S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4740 Pétange, 5, rue Prince Jean.

R.C.S. Luxembourg B 171.034.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013139848/10.

(130171047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

IP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 137.995.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Référence de publication: 2013139843/10.

(130170603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Intertex Recycling S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 54, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 70.864.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013139838/10.

(130170808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Intertex Recycling S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 54, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 70.864.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013139837/10.

(130170766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Malbrouck Immo S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 131.223.

- La société MONTEREY AUDIT, S.à r.l.,
ayant son siège social à L-2163 Luxembourg et R.C.S. Luxembourg B 78.967.
dénonce son mandat de Commissaire aux Comptes de la société:
Malbrouck Immo S.A., Société Anonyme.
R.C.S. Luxembourg B 131.223.

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Philippe GAIN

Gérant

Référence de publication: 2013139936/14.

(130170707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Lynceus Financial Consult S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5532 Remich, 9, rue Enz.

R.C.S. Luxembourg B 142.687.

Le bilan arrêté au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 7 octobre 2013.

Pour LYNCEUS FINANCIAL CONSULT SARL

Fiduciaire Roger Linster Sàrl

Référence de publication: 2013139915/12.

(130170821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

LVJ SCI, Société Civile.

Siège social: L-1618 Luxembourg, 2, rue des Gaulois.

R.C.S. Luxembourg E 2.133.

PASQUALINA CORCELLI

Demeurant 8, rue des Pâquerettes L-2308 LUXEMBOURG

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03/10/2013.

Référence de publication: 2013139914/11.

(130170938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

LFPE, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 125.488.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LFPE

United International Management S.A.

Référence de publication: 2013139904/11.

(130169973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Investissements Immobiliers du Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 101.228.

Extrait des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires et de la décision prise par le conseil d'administration en date du 14 août 2013

1. Monsieur Philippe TOUSSAINT a démissionné de ses mandats d'administrateur et de président du conseil d'administration.

2. Mme Angela SONTAG, administrateur de sociétés, née le 29 juin 1974 à Bogota (Colombie), demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommée comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2015.

3. Mme Valérie PECHON a été nommée comme présidente du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2015.

Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour *INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS DU LUXEMBOURG S.A.*

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013139842/20.

(130170698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Lanvi S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 47.289.013,20.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 117.157.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013139882/10.

(130170017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Kinkade Real Estate, Société à responsabilité limitée.

Capital social: CHF 20.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 118.200.

Les comptes annuels au 31 mars 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 octobre 2013.

Référence de publication: 2013139872/10.

(130170631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Lely Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.000.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 117.166.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013139883/10.

(130170016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

L&L - Trade, Société Anonyme.

Siège social: L-1521 Luxembourg, 129, rue Adolphe Fischer.

R.C.S. Luxembourg B 144.770.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Diekirch, le 07 octobre 2013.

Référence de publication: 2013139880/10.

(130170891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Popso (Suisse) Investment Fund SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 25, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 68.857.

Le rapport annuel au 31 mars 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Pour Popso (Suisse) Investment Fund SICAV
Société d'Investissement à Capital Variable
RBC INVESTOR SERVICES BANK S.A.
Société Anonyme

Référence de publication: 2013140020/14.

(130170889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Pa de Kaphoe, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 113.999.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Un administrateur

Référence de publication: 2013140024/11.

(130170259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Pa de Kaphoe, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 113.999.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Un administrateur

Référence de publication: 2013140025/11.

(130170261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Pa de Kaphoe, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 113.999.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Un administrateur

Référence de publication: 2013140023/11.

(130170258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Para Pharmacie de Walferdange sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7264 Walferdange, 2, rue des Romains.
R.C.S. Luxembourg B 179.848.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02 octobre 2013.

Christine DOERNER
NOTAIRE

Référence de publication: 2013140031/12.

(130170579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Trucknology S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 143.292.

Le Bilan du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013140149/9.

(130170444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Tax S. Arts S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2418 Luxembourg, 2, rue de la Reine.

R.C.S. Luxembourg B 75.673.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 04/10/2013.

Référence de publication: 2013140152/10.

(130170063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

TIAA Lux 9 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 40.702.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 133.015.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 septembre 2013.

Référence de publication: 2013140162/10.

(130170899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Valhalla Real Estate Private Equity S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 85.776.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Valhalla Real Estate Private Equity S.à r.l.

Référence de publication: 2013140186/10.

(130170237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Phone Regie Luxembourg, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2213 Luxembourg, 1, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 157.698.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 de la société privée à responsabilité limitée de droit belge PHONE REGIE BENELUX ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013140047/10.

(130170683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

S.A. CBR Asset Management, Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 37.015.

En date du 30 août 2013 et avec effet au 2 septembre 2013, Christian Leclercq, avec adresse au 47, avenue de la Fauconnerie, 1170 Bruxelles, Belgique, a démissionné de son mandat d'administrateur de la société S.A. CBR ASSET MANAGEMENT, avec siège social au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 37015.

Alter Domus Luxembourg S.à r.l., mandaté par le démissionnaire

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Référence de publication: 2013140090/14.

(130170320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Muret S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2562 Luxembourg, 4, place de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 122.223.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013139211/10.

(130169327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

MKS Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.893.375,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 84.795.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Référence de publication: 2013139205/10.

(130169757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Napier S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 134.975.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Schuttrange, le 03 octobre 2013.

Référence de publication: 2013139212/10.

(130169321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.

Plaza Atrium S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 176.659.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 octobre 2013.

Référence de publication: 2013139245/10.

(130169508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 octobre 2013.
